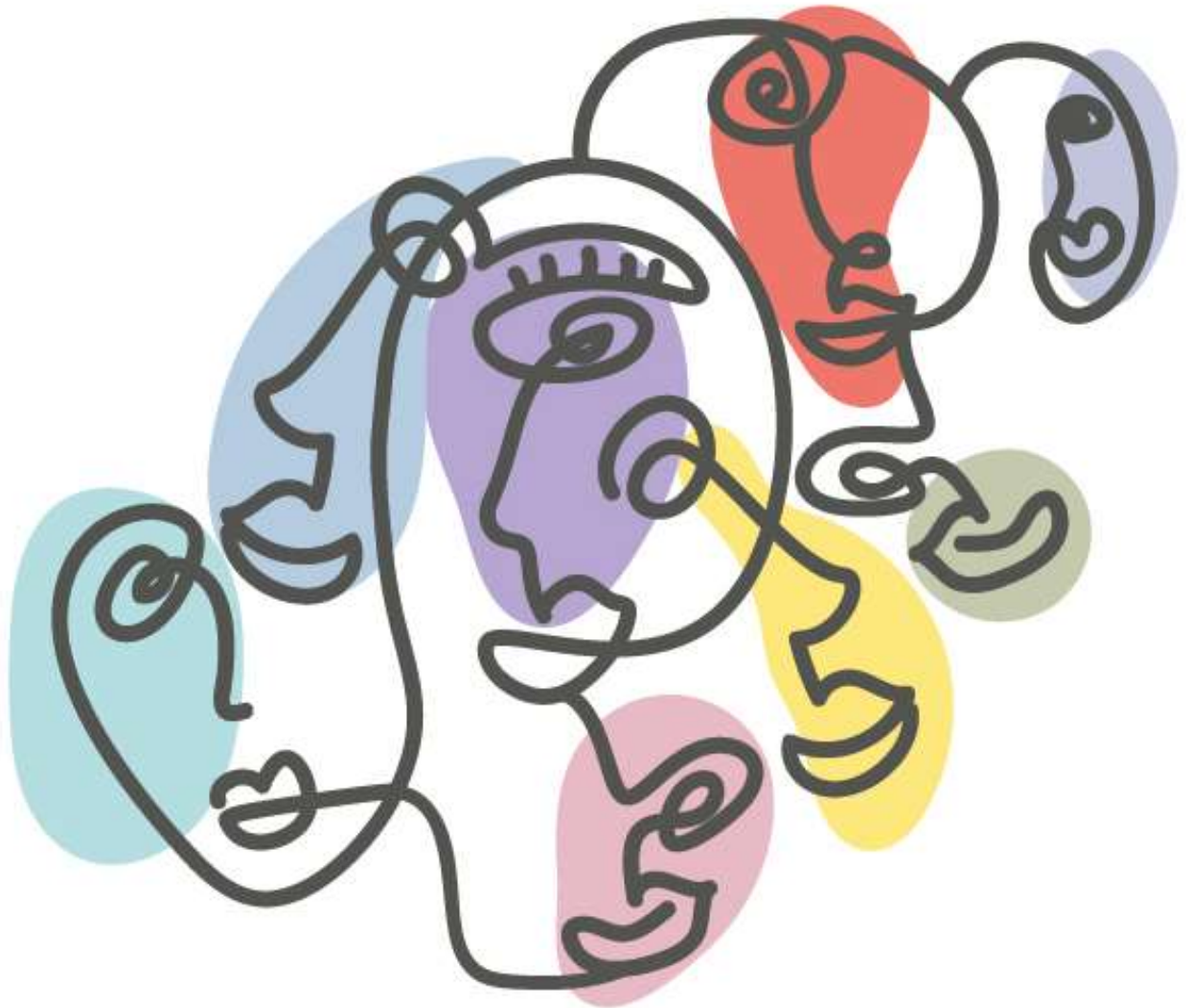




**VOICES OF
IMMIGRANT
WOMEN**

Project Number: 2020-1-ES01-KA203-082364



Cours de formation
Migrations, genre et inclusion dans le contexte européen:
Une approche interdisciplinaire

Module 8

Lutte contre le racisme et la xénophobie. Construction sociale de la migration féminine



Co-funded by the
Erasmus+ Programme
of the European Union

The European Commission support for the production of this publication does not constitute an endorsement of the contents which reflects the views only of the authors, and the Commission cannot be held responsible for any use which may be made of the information contained therein.

Table des matière

[Introduction](#)

[Chapitre 1. Définition des concepts clés](#)

[Chapitre 2. Récits du discours social sur la migration féminine](#)

[Chapitre 3. Propositions d'intervention socio-éducative pour sensibiliser et conscientiser à la citoyenneté et à l'intégration. Briser les stéréotypes et promouvoir la participation citoyenne](#)

[Chapitre 4. Approche pratique au niveau national](#)

- [Grèce](#)
- [Espagne](#)
- [France](#)
- [Italie](#)
- [Portugal](#)
- [Slovénie](#)

[Chapitre 5. Dimension Européenne](#)

[Documents téléchargeables](#)

[Références](#)

[Objet Pedagogique/Activite Pratique](#)

[Glossary](#)

Introduction

La lutte contre le racisme et la xénophobie occupe une place prépondérante dans l'analyse de la situation des immigrés et plus particulièrement des femmes immigrées. Ce module propose un questionnement et une réflexion sur la manière dont ces formes de violence marquent le fait d'être une femme immigrée. Dans le premier chapitre, les concepts considérés comme instrumentaux pour comprendre ces phénomènes sont analysés. Certains d'entre eux sont le racisme, la xénophobie, les personnes racisées, l'islamophobie. Le deuxième chapitre fait référence aux récits associés aux discours sociaux sur la migration féminine. L'analyse se concentre sur les aspects liés au genre, à la ségrégation professionnelle, aux compétences éducatives, à l'autonomisation et à la violence fondée sur le genre. Le troisième chapitre propose quelques réflexions et lignes directrices pour une intervention socio-éducative transformatrice, qui combat le racisme et d'autres formes de discrimination, et renforce l'autonomisation des femmes immigrées afin d'augmenter leur participation sociale et de rendre la citoyenneté effective. Enfin, les chapitres 4 et 5 analysent la situation de certains pays européens, en dressant un tableau comparatif.

Définition des concepts clés

L'analyse conceptuelle est fondamentale pour la compréhension des phénomènes sociaux analysés dans ce chapitre. Ainsi, nous commençons ce parcours par l'analyse du concept de **racisme** ou de **préjugé racial**. Selon Giddens (2009), le racisme est "un préjugé fondé sur des distinctions physiques socialement significatives" (p.639). Dans cette définition, il est important de souligner que les différences physiques sur lesquelles la perception est basée, résultent



d'une élaboration socioculturelle définie par les groupes dominants, et qu'elles ne sont pas indépendantes d'une culture de discrimination sociale et historiquement définie.

Pour comprendre le concept de racisme, il semble pertinent d'analyser la notion de **race**, diffusée par les théories racialistes qui se sont développées au cours du siècle des Lumières. Ces conceptions ont légitimé le colonialisme et la discrimination systématique des êtres humains en fonction de leur couleur de peau (Cabecinhas & Macedo, 2019). Actuellement, il est consensuel que, sur le plan biologique, il n'est pas possible de délimiter des races dans l'espèce humaine, il existe seulement un ensemble de caractéristiques physiques différentes qui caractérisent les êtres humains. Cependant, l'existence de la diversité génétique qui caractérise les différents groupes humains coexiste avec la diversité génétique qui caractérise les personnes considérées comme appartenant aux mêmes groupes de population. Du point de vue des sciences sociales, l'utilisation du concept de race soulève de nombreuses discussions et problématiques. Dans cette séquence, de nombreux universitaires utilisent le concept entre guillemets - "**race**".

Malgré le consensus selon lequel il n'existe pas de races parmi les êtres humains, de nombreuses personnes continuent à faire l'expérience de préjugés racistes. Dans cette situation, il existe un processus de **racialisation**, puisqu'une étiquette est attribuée sur la base de l'appartenance supposée à un certain groupe, compte tenu d'un ensemble de caractéristiques physiques. En d'autres termes, les **personnes racisées** sont soumises au "processus par lequel la compréhension de la race est utilisée pour classer les individus ou les groupes" (Giddens, 2009, p. 632). De ce point de vue, c'est le racisme qui a produit le concept de race et non l'inverse.

Mais le racisme peut aussi se refléter dans les structures sociales de manière systématique, configurant le **racisme institutionnel**, qui se manifeste dans la manière dont différentes institutions, telles que les services de sécurité, de santé et d'éducation (entre autres), promeuvent des politiques et des pratiques qui favorisent certains groupes sociaux, en discriminant d'autres.

Certains auteurs font référence à l'existence d'un **racisme culturel**, qui se manifeste de manière plus sophistiquée et subtile, et qui fonde les arguments de l'exclusion sur des différences culturelles ; nous pouvons citer la xénophobie et l'islamophobie comme exemples. Ainsi, la **xénophobie** configure un ensemble d'attitudes, de préjugés et de comportements qui rejettent, excluent et souvent vilipendent des personnes, sur la base de la perception qu'elles sont étrangères à la communauté, à la société ou à l'identité nationale. Mais l'objet de la discrimination sociale peut être une religion, comme dans le cas de l'**islamophobie**, qui se manifeste par un antagonisme constitutif dirigé contre les manifestations de la musulmanité. Les deux se fondent sur des préjugés racistes, ethniques, religieux, culturels ou nationaux existants.

Ressources en ligne

#FIGHT racism - Youth are standing up against racism

(https://www.standup4humanrights.org/en/2021/highlights_03.html)

Le site des Nations Unies présente une vidéo expliquant le choix du 21 mars comme Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale.

GUIDANCE ON RACISM AND XENOPHOBIA How UNHCR can address and respond to situations of racism and xenophobia affecting persons under its mandate

(<https://www.unhcr.org/5f7c860f4.pdf>)

Ce guide est une ressource pratique offrant des recommandations et des outils pour le personnel du UNHCR, mais il sera utile à d'autres personnes qui travaillent à l'élimination du racisme.

UN leaders speak out against Islamophobia and anti-Muslim hatred

(<https://news.un.org/en/story/2021/03/1087572>)

Cette actualité, publiée le 17 mars 2021, présente les positions des dirigeants des Nations Unies sur l'importance de la





**VOICES OF
IMMIGRANT
WOMEN**

Project Number: 2020-1-ES01-KA203-082364

lutte contre l'islamophobie.



Co-funded by the
Erasmus+ Programme
of the European Union

The European Commission support for the production of this publication does not constitute an endorsement of the contents which reflects the views only of the authors, and the Commission cannot be held responsible for any use which may be made of the information contained therein.

Récits du discours social sur la migration féminine

Au cours des dernières décennies, dans la perspective classique de la migration, la question du genre n'était pas soulignée (Neves, Nogueira, Topa & Silva, 2014). Ces dernières années, la migration féminine implique un ensemble de catégories qui ont un impact significatif sur les relations sociales. Le genre est un facteur influent dans la façon dont les femmes vivent le processus de migration qui est différent de celui des hommes (Peri, 2016). En effet, malgré l'augmentation de la migration internationale, et pour représenter plus de 50% des migrations internationales qui ont lieu, les femmes sont toujours confrontées à la discrimination en tant que migrantes et en tant que femmes (Antman, 2018).

Le discours sur la migration féminine est façonné par plusieurs facteurs d'influence basés sur le rôle joué par l'État, le travail et la famille. À partir de là, il est possible d'identifier des questions comme le genre (identité, stéréotypes et langue), la ségrégation du travail, les compétences éducatives, l'autonomisation et la violence sexiste.

Selon l'OIM (2015), le genre se fonde sur "les rôles et les relations socialement construits, les traits de personnalité, les attitudes, les comportements, les valeurs, le pouvoir relatif et l'influence que la société attribue aux personnes en fonction du sexe qui leur a été assigné." (p. 12). Ce concept est généralement accepté mais il faut tenir compte de la diversité culturelle entre les pays et, par conséquent, le genre peut affecter les femmes de différentes manières. La discrimination peut se produire au niveau de l'identité, des stéréotypes et de la langue, mais elle tient également compte de facteurs tels que la motivation à migrer ou la situation dans laquelle elles sont forcées de le faire. (Boyd & Grieco, 2003).

La migration féminine est également influencée par la ségrégation du travail (Peixoto, 2009). Le *UN Women Policy Brief* n. 2 (2022, p.1) déclare que "la migration de la main-d'œuvre féminine tend à être fortement concentrée dans les professions qui sont traditionnellement associées à des rôles de genre spécifiques". Selon Petrozziello (2013) "(...) les conceptions des femmes migrantes continuent de souffrir de divers stéréotypes et distorsions" (p. 37). Ces perceptions affectent la reconnaissance des compétences et des qualifications académiques des femmes. Les politiques restrictives tendent à augmenter les difficultés à reconnaître les hauts niveaux d'éducation et ne parviennent pas à intégrer les femmes dans des emplois spécialisés. Par conséquent, les femmes sont concentrées dans des emplois associés aux professions féminines comme le travail domestique et le *care*. La segmentation de la main-d'œuvre influence le développement économique tant dans les pays d'origine que dans les pays de destination. Ces dernières années, la féminisation de la migration se caractérise par la poursuite par les femmes de buts d'indépendance et d'autonomie (Bachan, 2018). Du point de vue du genre, elle a un impact sur le développement socio-économique sur une double analyse : les femmes sont habilitées dans le processus de prise de décision, provoquant une certaine perturbation avec l'ancienne hypothèse de la dépendance familiale et elles contribuent avec des transferts de fonds vers le pays d'origine fournissant un soutien à leurs familles.

Un dernier contenu fait référence à l'une des situations les plus vulnérables pour les femmes migrantes (Peixoto, 2009). Dans la Convention d'Istanbul (2011), article 3, la violence fondée sur le genre est définie comme " (...) la violence qui est dirigée contre une femme parce qu'elle est une femme ou qui affecte les femmes de manière disproportionnée. " Au niveau de la migration, les femmes sont plus susceptibles d'être confrontées à plusieurs types de violence que les hommes. Parish (2017) affirme que "Les relations de pouvoir inégales créent les conditions propices à la violence sexiste, et celle-ci peut être perpétrée ou tolérée par des proches, des membres de la communauté ou des acteurs gouvernementaux." De nombreuses formes de violence à l'égard des femmes conduisent de l'intimidation à la violence sexuelle en passant par les abus verbaux, physiques et psychologiques. De plus, elles sont particulièrement exposées au trafic, notamment à des fins d'exploitation sexuelle et de travail, et à l'esclavage.

Les récits du discours social sur la migration féminine doivent être abordés par une approche globale et intersectionnelle pour répondre avec efficacité aux difficultés décrites. À ce stade, il semble que les politiques doivent être créées au niveau régional et local, en soutenant les individus sur le terrain.

Ressources en ligne

Immigration, migration et citoyenneté

<https://gendersociety.wordpress.com/in-the-classroom/immigration-migration-and-citizenship/>

Cette ressource met en valeur l'importance des processus sexués dans le domaine de la migration et dont les effets sont façonnés par l'État, le travail, la famille et les identités intersectionnelles.

Femmes and Migration

<https://ftp.iza.org/dp11282.pdf>

L'article montre l'impact de la migration sur les femmes non migrantes et les effets sur les femmes et les filles migrantes dans une grande variété de pays à différents stades de développement.

Genre et Migration

<https://www.migrationdataportal.org/themes/gender-and-migration#further-reading>

Ce site fournit des définitions et des données importantes sur le genre et la migration.

Propositions d'intervention socio-éducative pour sensibiliser et conscientiser à la citoyenneté et à l'intégration. Briser les stéréotypes et promouvoir la participation citoyenne

La lutte contre le racisme, la xénophobie et les autres formes de discrimination nécessite, outre les mesures publiques mises en œuvre, un travail constant de sensibilisation de l'ensemble de la société ainsi que l'autonomisation et la formation des groupes les plus exposés à ces formes de violence (personnes racisées, immigrés, réfugiés, femmes, minorités sexuelles...).

Il est également essentiel de former les **professionnels, et les futurs professionnels**, travaillant dans les forces sociales, éducatives, sanitaires et de sécurité, entre autres. Cette formation doit être axée sur l'identification des situations de discrimination et plus particulièrement elle doit permettre :

(i) une réflexion sur les pratiques professionnelles et organisationnelles qui perpétuent et légitiment la discrimination, ou qui ne garantissent pas les conditions d'équité - racisme institutionnel ;

(ii) l'identification et la compréhension de la complexité des discriminations multiples (intersectionnalité), de leurs conséquences sur l'augmentation des fragilités et des risques d'exclusion sociale (tels que l'exposition à la violence, l'exploitation au travail, la traite des êtres humains, entre autres). A cet égard, la situation des femmes immigrées est mise en évidence (pour la possibilité de conjuguer plusieurs vecteurs de subordination tels que : être une femme, être racisée, appartenir à une famille monoparentale, appartenir à une minorité religieuse, être plus âgée, ou être très jeune, entre autres) ;

(iii) de considérer le rôle de l'éducation (formelle, informelle et non formelle) dans la promotion des droits de l'homme, dans une logique d'éducation à la citoyenneté mondiale, étendue à divers contextes éducatifs et concernant l'éducation tout au long de la vie. Les propositions éducatives axées sur les **femmes immigrées** devraient promouvoir leur action, par le biais du renforcement des capacités et de l'autonomisation, afin de leur permettre :

(i) de connaître leurs droits et responsabilités sociales ;

(ii) de réfléchir aux processus d'inclusion sociale et de reconnaître les situations de discrimination ;

(iii) de développer des compétences instrumentales pour leur processus d'inclusion sociale (par exemple, la maîtrise de la langue du pays d'accueil ou des procédures formelles nécessaires à la régularisation de leurs démarches administratives),

(iv) de développer des capacités d'affirmation de leur culture d'origine, par la promotion de l'apprentissage de leur langue maternelle, l'organisation des conditions nécessaires pour professer leur foi, entre autres.

(v) comprendre l'importance des mouvements associatifs dans les processus d'inclusion sociale (associations d'immigrés et associations de (et pour) la communauté - associations de parents, associations de résidents, associations sportives et récréatives, etc.)

L'intervention socio-éducative auprès de la **communauté** doit impliquer les institutions éducatives (écoles à différents niveaux d'enseignement), les organisations de la société civile, les services publics, les associations professionnelles, les syndicats, les médias, entre autres. Et envisager les objectifs suivants

(i) prendre en compte les questions de diversité culturelle et de genre dans les programmes d'enseignement de manière continue et systématique ;

(ii) valoriser et accueillir la diversité, en explorant son potentiel éducatif à l'école en articulation avec la communauté ;

(iii) à promouvoir des campagnes de sensibilisation dans les médias sur les droits de l'homme et la lutte contre le racisme et les autres formes de discrimination ;

(iv) encourager l'adoption, dans les médias, d'un langage non stéréotypé, promouvant l'égalité des sexes, sensible aux questions liées aux concepts culturellement définis concernant l'immigration et les groupes minoritaires

(v) d'alerter, dans l'espace public, sur la nécessité d'analyser de manière critique les informations partagées sur les réseaux sociaux, en mettant particulièrement l'accent sur les fake news qui diffusent des discours d'intolérance.

Ressources en ligne

5 Manières de lutter contre le racisme et la xénophobie

(<https://www.unicefusa.org/stories/5-ways-fight-racism-and-xenophobia/34567>)

Cet article fait référence à l'augmentation des situations de discrimination et des crimes de haine en période de pandémie et, à partir de cette réalité, identifie des moyens de combattre le racisme dans la vie quotidienne.

Parler du racisme à vos enfants - Comment entamer une conversation importante et la poursuivre. (

<https://www.unicef.org/parenting/talking-to-your-kids-about-racism>)

Cet article met l'accent sur la nécessité de parler du racisme aux enfants, et donne des suggestions aux parents sur la manière de le faire en fonction de l'âge des enfants.



Documents téléchargeables

Sayyid, S. (2018) Islamophobia and the Europeanness of the other Europe, *Patterns of Prejudice*, 52:5, 420-435, DOI: 10.1080/0031322X.2018.1512481

<https://doi.org/10.1080/0031322X.2018.1512481>

Dans cet article, Sayyid se concentre sur la relation entre l'émergence de l'islamophobie et la crise de l'eupéanité.

Rodríguez Maeso, S. & Araújo, M. (2017) The (im)plausibility of racism in Europe: policy frameworks on discrimination and integration, *Patterns of Prejudice*, 51:1, 26-50, DOI: 10.1080/0031322X.2016.1270500

<https://doi.org/10.1080/0031322X.2016.1270500>

Rodríguez Maeso et Araújo analysent la reproduction d'une conception dominante du racisme dans les discours politiques sur l'intégration et la discrimination utilisés par les agences de surveillance dans les contextes institutionnels du Portugal et de l'Union européenne (UE).

Groothuis, S. (2020). Researching race, racialisation, and racism in critical terrorism studies: clarifying conceptual ambiguities, *Critical Studies on Terrorism*, 13:4, 680-701, DOI: 10.1080/17539153.2020.1810990

<https://doi.org/10.1080/17539153.2020.1810990>

Cet article vise à lever les ambiguïtés conceptuelles entourant les concepts de race, de racialisation et de racisme au sein des *Critical Terrorism Studies* (CTS).

Bonjour, S. & Chauvin, S. (2018). Social class, migration policy and migrant strategies: An introduction. *International Migration Journal*. Volume 56. Issue 4.

<https://doi.org/10.1111/imig.12469>

L'article analyse les discours sur la migration, l'intégration et la citoyenneté sous l'angle des classes sociales.

Peixoto, J. (2009). New migrations in Portugal: Labour markets, smuggling and gender segmentation. *International Migration Journal*. Volume 47. Issue 3.

<https://doi.org/10.1111/imig.12918>

L'article explique les tendances de la migration au Portugal en montrant les vulnérabilités et la ségrégation du travail dans une perspective de genre.

Références

Bachan, A. (2018). *An exploration of the gender migration development nexus: the impact of labor migration on women's empowerment*. Columbia University. 20. pp 1-22.

Boyd, M., Grieco, E. (2003, march 1). Women and migration: incorporating gender into international migration theory. *Migration Policy Institute*. <https://www.migrationpolicy.org/article/women-and-migration-incorporating-gender-international-migration-theory>

Cabecinhas, R., & Macedo, I. (2019). (Anti)racismo, ciência e educação: teorias, políticas e práticas. *Medi@ções Revista OnLine*, Vol 7, n. 2, 16-36.

Giddens, A. (2009). *Sociology*. 6.th Edition. Polity Press.

International Organization for Migration (2015). *IOM Gender-equality policy (2015-2019). Council (106th session)*. <https://www.iom.int/sites/g/files/tmzbdl486/files/2018-07/C-106-INF-8-Rev.1-IOM-Gender-Equality-Policy-2015-2019.pdf>

Neves, A., Nogueira, M. C., Topa, J. & Silva, E. (2016). Mulheres imigrantes em Portugal: uma análise de género. *Estudos de Psicologia (Campinas)*. 33 (4). pp. 723-733. <https://doi.org/10.1590/1982-02752016000400015>

Parish, A. (2017, september 7). Gender based-violence against women: both cause for migration and risk along the journey. *Migration Policy Institute*. <https://www.migrationpolicy.org/article/gender-based-violence-against-women-both-cause-migration-and-risk-along-journey>

Peixoto, J. (2009). New migrations in Portugal:labour markets, smuggling and gender segmentation. *International Migration*. 47 (3). pp 185-210. <https://doi.org/10.1111/j.1468-2435.2009.00528.x>

Peri, G. (2016). Immigrants, productivity and labor markets. *Journal of Economic Perspectives*. 30 (4). pp. 3-30. DOI: 10.1257/jep.30.4.3

Petrozziello, A. (2013). *Gender on the move. Working on the migration development nexus from a gender perspective. Training manual*. Editora Tele-3.



Approche pratique au niveau national

Grèce

Selon le *Annual Report of the Racist Violence Recording Network* en 2020, via des entretiens avec les victimes, 107 incidents de violence raciste ont été enregistrés avec les caractéristiques suivantes : Dans 74 incidents, les cibles étaient des migrants, des réfugiés ou des demandeurs d'asile en raison de leur origine ethnique, de leur religion et/ou de leur couleur, des défenseurs des droits de l'homme en raison de leur association avec des réfugiés et des migrants, ainsi que des refuges ou des installations fournissant d'autres services aux groupes susmentionnés. 40 cas contre des hommes (11-48 ans), 1 contre une femme (24 ans), 5 contre des groupes mixtes d'hommes et de femmes (tranche d'âge 9-60 ans). En ce qui concerne la discrimination au travail, la situation est encore aggravée par la discrimination/violence raciale et sexiste sur le marché du travail et de la part des employeurs. Dans les professions de service à faible statut, comme le travail domestique, bien que considérées comme un moyen de survie, les relations de travail avec les employeurs se traduisent par la dépendance, le patronage, l'exploitation et les pseudo-relations, des valeurs et des perceptions informelles qui génèrent, tolèrent et/ou reproduisent des tactiques et des attitudes atypiques/casuelles à l'égard du bien-être, marquées par des activités émotionnellement stressantes. La stratégie nationale d'intégration 2021 souligne la nécessité de l'intégration sociale des bénéficiaires de la protection internationale et de la prévention et de la protection efficace contre toutes les formes de violence, d'exploitation et d'abus. But 1 : Introduire un cadre global pour la prévention de la violence, de l'exploitation et des abus. Objectif 1 : renforcer la prévention primaire, secondaire et tertiaire de la violence fondée sur le sexe, de la maltraitance des enfants et de la traite des êtres humains (en commençant par les structures de premier accueil, en mettant l'accent sur les femmes et les enfants) (Actions : Coopération avec les autorités compétentes pour la détection en temps utile des signes de violence et d'abus et l'orientation vers des actions d'intervention et de réhabilitation, y compris les services médicaux, le soutien psychosocial). Objectif 2 : établir des normes pour la protection des femmes. Objectif 3 : lutter contre la xénophobie, la discrimination et la radicalisation. But 2 : Renforcer les mécanismes d'orientation des victimes de violence, d'exploitation et d'abus (via des actions d'établissement de procédures opérationnelles standard et de protocole d'action pour la protection des victimes de violence, d'exploitation et d'abus et leur orientation vers les services et autorités compétents). Objectif 1 : Assurer une réponse efficace à la violence, à l'exploitation et aux abus (via une cartographie des services disponibles pour les victimes de violence, d'exploitation et d'abus, regroupés par type d'aide et par zone). Objectif 2 : renforcer les mécanismes de contrôle de l'État.

Références

Department of Public Health Policy/University of West Attica, University of Gent, PRAKSIS, European Public Law Organization, SynEirmos (2018). Report on Good Practices (Deliverable 1.1 LION-Project). Synthesis Report. Report part of project Local Alliance for Integration "776213/LION" (AMIF-2016-AG-INTE). Athens: Department of Public Health Policy/University of West Attica, University of Gent, PRAKSIS, European Public Law Organization, SynEirmos. <http://allianceforintegration.eu/wp-content/uploads/2019/07/D1.1-Report-on-best-practices.pdf>

Ce rapport tente de présenter la politique et les bonnes pratiques au niveau de l'UE et des États membres de l'UE, avec une attention particulière au cas de la Grèce, en ce qui concerne l'intégration sociale des NTC par le biais de l'emploi, de l'éducation, des soins de santé, de l'aide sociale et de la coexistence interculturelle.

Fouskas, T. and Koulierakis, G. (2022). "Demystifying Migration Myths: Social Discourse on the Impact of Immigrants & Refugees in Greece", Special Issue of *Urbanities*, Vol. 12 Supplement 5, 9-28, on Greek Crisis and Inequalities: Anthropological Views guest-edited by Prof. M. Spyridakis.



<https://www.anthrojournal-urbanities.com/wp-content/uploads/2022/01/5-Fouskas-Koulierakis.pdf>

Cet article est basé sur l'analyse de registres statistiques et de la couverture médiatique. La discussion porte sur la démythification des perceptions négatives, des stéréotypes et des mythes concernant les immigrants, les demandeurs d'asile et les réfugiés dans les localités urbaines, en examinant le discours social sur les répercussions de la migration dans la société grecque.

Fouskas, T., Martiniello, M., Koulierakis, G., Economou, C., de Maio, A. and Mine, F. (2020). Annual Report 2019 on Migration and Asylum in Greece: National Report: Part 2 and Statistics Annex. Athens: European Public Law Organization (EPLO)/Hellenic Ministry for Migration and Asylum/European Commission/European Migration Network.

https://ec.europa.eu/home-affairs/document/download/69914d51-b606-447b-95f3-2e4af9f982a2_en

Le rapport politique annuel de 2019 vise à informer les États membres et la Commission européenne de tous les développements qui ont eu lieu au cours de l'année 2019, dans les domaines de la migration et de l'asile en Grèce.

Racist Violence Recording Network (2021). Racist Violence Recording Network Annual Report 2020. Athens: Racist Violence Recording Network/Greek National Commission for Human Rights (GNCHR)/ Office of the United Nations High Commissioner for Refugees in Greece (UNHCR).

https://www.unhcr.org/gr/wp-content/uploads/sites/10/2021/05/ENG_ETHSIA_EKTHESH.pdf

En 2020, le Réseau a enregistré une augmentation des incidents de violence raciste, notamment à l'encontre des réfugiés, des migrants et des défenseurs des droits de l'homme qui ont été pris pour cible en raison de leur affiliation aux groupes susmentionnés.

Espagne

Le racisme et la xénophobie continuent de sévir dans différents domaines (socioculturel, éducatif, professionnel, politique, etc.). L'une des causes est le manque de connaissance et de compréhension des différentes réalités dans lesquelles les individus peuvent se trouver, par exemple lorsqu'ils décident de migrer. Ainsi, les femmes migrantes en particulier sont confrontées à une double discrimination : parce qu'elles sont femmes et parce qu'elles sont migrantes. En ce sens, la féminisation de la migration doit être abordée dans une perspective intersectionnelle et intégrale. Une réponse honnête et efficace doit être apportée à toutes les difficultés. Il faut élaborer des politiques qui tiennent compte des réalités réelles des femmes migrantes.

Sur la base de l'analyse conceptuelle exposée dans les chapitres précédents, la lutte contre le racisme et la xénophobie nécessite, outre les politiques publiques, un travail constant de sensibilisation des citoyens, ainsi que des processus de formation pour les femmes migrantes. De même, la formation continue des professionnels qui travaillent dans les domaines social, éducatif, sanitaire, du travail, etc. est essentielle pour réaliser des interventions socio-éducatives adéquates, impliquant des entités tant publiques que privées.

Nous présentons ci-dessous les mesures et pratiques socio-éducatives de lutte contre le racisme et la xénophobie axées sur les femmes migrantes.

- **L'Observatoire espagnol du racisme et de la xénophobie (OBERAXE)**, dans son cadre d'action, recueille des informations sur les projets, les enquêtes, les ressources, les rapports et les études, promus par le Secrétaire



d'État aux migrations et par d'autres départements ministériels, entités et institutions. L'objectif est de servir de plateforme de connaissance, d'analyse et de promotion des travaux de lutte contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et d'autres formes d'intolérance, ainsi que les incidents et les crimes de haine. Il opère en collaboration avec les administrations publiques et la société civile aux niveaux national, européen et international. Pour plus d'informations : <https://www.inclusion.gob.es/oberaxe/es/index.htm>

- Le **CEPAIM** a développé le projet SOM contre le racisme et la xénophobie en 2021. Il a permis d'obtenir de nombreux résultats en matière de sensibilisation à cette question, d'amélioration de la coexistence interculturelle et de réduction des attitudes et comportements racistes et/ou xénophobes. Une section spécifique pour les femmes migrantes peut être consultée sur le lien suivant <https://www.cepaim.org/terminamos-el-proyecto-som-contra-el-racismo-y-la-xenofobia-con-mucho-conseguido/>
- **Andalucía Acoge** a lancé le **programme ALEPPO IV** : Programme de formation et d'amélioration pour les professionnels et les volontaires travaillant sur la médiation interculturelle et le genre, la prévention et la gestion de la violence de genre dans les programmes de soutien, la gestion de l'insertion professionnelle face à la diversité, l'accueil et l'inclusion sociale des demandeurs et bénéficiaires de la protection internationale, ainsi que la gestion de l'accueil des migrants sur la côte. Ils réalisent également d'autres projets d'État : " Amal " Interventions socio-professionnelles auprès des migrants privés de liberté ; Soins humanitaires ; Cambalache ; " Faguas " Intervention intégrale auprès des femmes dans la sphère socio-familiale ; " Globalemplea " ; " Kay Pacha " Action communautaire dans les quartiers d'Andalousie et de Melilla ; " Kleos " Asile, réfugiés et personnes sous protection internationale ; " Nemesis " Programme d'intervention juridique pour la population migrante ; " Shakti " ; STOP RUMORES (Phase VI) Programme visant à combattre les stéréotypes, préjugés et discours xénophobes et discriminatoires sur la population immigrante ; " WELTI ; TARHIB ; EQUIPAMIENTO : Equipement et adaptation des bâtiments destinés à l'accueil et à l'accompagnement des demandeurs et bénéficiaires de la protection internationale ; EQUILEM. En outre, au niveau international européen, elle réalise : In medias Res sans frontières ; Support me : soutien aux praticiens pour la formation des migrants dans l'UE ; Youth together for refugees, entre autres ; Pour plus d'informations : <https://acoge.org/proyectos/>

Pour terminer le chapitre, nous présentons une histoire de réussite d'une femme migrante en Espagne, intitulée "**Je veux me voir, je veux que tu me voies. De Puerto Rico à l'Espagne** », accessible sur https://viw.pixel-online.org/case_view.php?id=Njl = Dans ce cas, la protagoniste raconte les obstacles qu'elle a rencontrés pour son intégration. Elle décrit notamment la désinformation de certaines entités, ce qui a généré de la peur et de l'incertitude pendant son séjour dans le pays d'accueil.

Références

Refugiés et femmes migrantes

<https://www.unwomen.org/es/news/in-focus/women-refugees-and-migrants>

Le portail de l'ONU comprend des documents consultables et actualisés sur la situation des femmes migrantes et réfugiées : actualités, vidéos, infographies avec des données statistiques, etc.

Bonnes pratiques éducatives pour l'intégration des migrant-es

<https://ligaeducacion.org/wp-content/uploads/2020/02/LIBRO-BUENAS-PRACTICAS-WEB.pdf>

Ce guide présente des actions de sensibilisation contre le racisme et la xénophobie pour soutenir l'intégration sociale dans les écoles.

Préjugés, ethnocentrisme et racisme institutionnel dans les politiques sociales et chez les professionnels des



services sociaux qui travaillent avec les migrants

http://nadiesinfuturo.org/IMG/pdf/AGUILAR_MJ.pdf

Cet article analyse le racisme institutionnel et social que l'on retrouve dans les politiques sociales, malgré un discours écrit qui est censé aller précisément dans la direction opposée.

Muslim women wearing the niqab in Spain: Dialogues around discrimination, identity and freedom (2020).

https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0147176719303335?casa_token=hUEoIvGFoGgAAAAA:jnv9HwtO5PD4gjedieBV3PbQyhtnqhocEcl3XkLmOEbLDBACfiFmBiW3bDLUgYu2iWqWcXVfDQ

Cet article analyse les histoires de femmes musulmanes portant le niqab en Espagne, en explorant les expériences négatives auxquelles elles sont confrontées, ainsi que les moyens de les transformer. L'article met en lumière les différents types de discrimination, de préjugés, d'attaques personnelles et d'isolement social que ces femmes subissent dans leur vie quotidienne.

France

Le racisme d'Etat consiste en France en un phénomène historique qui s'est amplifié depuis les années 70, avec l'influence croissante des politiques néolibérales et la disparition de la " gauche " de la scène politique. La campagne électorale actuelle est construite sur un discours xénophobe qui vise à rejeter tous les immigrés de France, dans un contexte où le mythe du "grand remplacement" véhiculé par l'extrême droite gagne en visibilité dans le débat public. La figure de l'"immigré musulman" représente la cible principale du racisme d'État, qui a construit son imaginaire nationaliste à travers le contrôle et la répression de la "femme musulmane". Depuis 2004, des lois successives interdisant le port du voile à l'école et dans les espaces publics (loi 2004 ; loi 2010-1192) ont été menées au nom de la " protection " des valeurs républicaines françaises face à une " menace musulmane ". Ces lois ont entravé l'inclusion sociale et économique des femmes musulmanes dans la société française, empêchant leur accès aux services publics et les marginalisant.

Le " projet de loi anti-séparatisme " (2021) renforce la répression politique et la discrimination raciale, car il :

- interdit le port du burkinis dans les piscines publiques ;
- prévoit de suspendre les allocations familiales en cas d'absentéisme d'un enfant (ce qui vise particulièrement les familles immigrées et les "mères" considérées comme irresponsables devant l'éducation de leurs enfants) ;
- interdit le port du jilbab et d'autres signes religieux dans les compétitions sportives ;
- interdit les drapeaux étrangers lors des mariages
- interdit la prière à l'université
- renforce le pouvoir de l'État pour contrôler les associations civiques. Elle prévoit la dissolution de toute organisation qui "interdit à une personne ou à un groupe de personnes" de participer à une réunion "en raison de leur couleur, de leur origine ou de leur appartenance ou non-appartenance à une ethnie, une nation, une race ou une religion". Cette mesure vise particulièrement les groupes d'immigrants et les groupes racialisés.

L'université est devenue une zone clé de cette discrimination politique. De nombreux professeurs et groupes d'étudiants explorant les idées d'"intersectionnalité", de "décolonialisme" et d'"islamophobie" afin d'aborder de manière critique le racisme d'État sont devenus des sujets de lancement public et ont reçu des intimidations personnelles.



Des personnalités politiques féminines ont joué un rôle clé dans la promotion de ces mesures xénophobes menées au nom des "droits des femmes" et de la démocratie laïque. Marlène Schiappa, secrétaire d'État chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes et de la lutte contre les discriminations en France, a été la principale porteuse de la loi anti-séparatisme. Sara El Hairy, secrétaire d'État à la jeunesse et à l'engagement, a déclaré publiquement qu'elle se sentait plus menacée par les discours "intersectionnels" que par les discours anti-immigrés et anti-musulmans de Zemmour. D'autre part, des femmes ont été exclues de l'Assemblée générale pour avoir porté le voile et se sont vu interdire de prendre part au débat public.

Un tel contexte politique et idéologique de racisme et de haine est alarmant.

Pour cette raison, aucun ensemble de "bonnes pratiques" émanant du gouvernement ne peut être recommandé.

Nous recommandons plutôt de soutenir les groupes de femmes immigrées qui, en prenant part à la résistance civique, démocratique et intellectuelle pour s'opposer au racisme d'Etat, contribuent à créer de nouveaux récits sur la politique "française".

Références

Des experts de l'ONU défient l'interdiction du *niqab* en France

<https://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=23750&LangID=E>

Human Rights Watch met en garde le gouvernement contre la dissolution du Collectif Contre l'Islamophobie

<https://www.hrw.org/news/2020/12/04/france-dissolving-anti-discrimination-group-threatens-rights>

Human Rights Watch met en garde contre la discrimination systématique de la police

<https://www.hrw.org/news/2021/01/27/france-end-systemic-police-discrimination>

Un reportage sur Assa Traoré, la nouvelle icône française qui lutte contre l'injustice raciale

<https://www.nytimes.com/2020/07/17/world/europe/race-france-adama-traore.html>

Articles scientifiques :

Hauser, Jonathan. 2021. "Education, secularism and illiberalism: Marginalisation of Muslims by the French State." *French Cultural Studies*, 32 (2): 149-162

Kassir Alexandra & Jeffrey G. Reitz. 2016. "Protesting headscarf ban: a path to becoming more French? A case study of 'Mamans toutes égales' and 'Sorties scolaires avec nous.'" *Ethnic and Racial Studies* 39 (15): 2683-2700

Killian, Caitlin. 2003. "The Other Side of the Veil: North African Women in France Respond to the Headscarf Affair." *Gender and Society* 17 (4): 567-590

Scott, Joan W. 2005. "Symptomatic Politics – The Banning of Islamic Head Scarves in French Public Schools." *French Politics, Culture & Society* 23 (3): 106–127.

Ivekovic, Rada. 2004. "The Veil in France: Secularism, Nation, Women." *Economic and Political Weekly*, 39 (11): 117-1119



Italie

La **discrimination** à l'égard des femmes migrantes prend différentes formes en fonction de leurs expériences et conditions de migration, à savoir : elle est différente lorsque les femmes émigrent à la recherche d'un emploi, ou pour rejoindre des membres de leur famille, ou encore lorsqu'elles sont les filles de familles immigrées. En outre, certaines des femmes qui émigrent à la recherche d'un emploi sont très instruites, certaines arrivent avec un bon bagage professionnel, tandis que d'autres manquent des éléments de base nécessaires à une intégration sociale et économique positive dans l'émigration.

Néanmoins, ces conditions préalables sont souvent négligées dans le contexte italien, et exposées à des **simplifications**, des **généralisations** et les **stéréotypes** qui en découlent. En conséquence, le profil de la femme migrante est sans cesse construit sur des schémas stéréotypés sexistes, racistes et xénophobes, selon lesquels :

- une femme migrante n'est pas éduquée
- une femme migrante est (fondamentalement) capable d'exercer un travail de *care*
- une femme migrante est (potentiellement) une prostituée.

Crises et politiques. Un autre aspect pertinent est que l'Italie traverse une grave **crise économique et sociale** depuis 10 à 15 ans maintenant, avec un impact particulier sur la baisse de la main-d'œuvre et des salaires, accompagnée d'une augmentation du chômage et de la misère. Parallèlement, certaines parties de la population italienne ont été facilement submergées par certains sentiments et opinions, renforcés par un discours anti-immigration croissant de la part de certaines forces politiques, qui s'est ensuite reflété dans les lois et politiques d'immigration : le résultat final est que **l'hostilité envers les migrants** est en augmentation en Italie. Cela revient à dire que la politique n'aide pas vraiment la situation, du moins pas suffisamment.

Perceptions et opinions. Comme nous l'avons déjà souligné dans les modules précédents, les agendas juridiques et politiques n'aident pas le phénomène à se défaire d'une image stéréotypée : en Italie, depuis des années, l'immigration est principalement et de plus en plus abordée en termes de **travail et de sécurité publique** ; dans l'opinion publique, cette approche, renforcée par la crise économique et sociale actuelle, se traduit par des **perceptions et des opinions** identifiant les migrants en **termes de travail et de sécurité, de peur et d'urgence**.

Outre ces stéréotypes concernant les hommes et les femmes migrant-es, ces dernières doivent faire face à d'autres **stéréotypes dans les milieux de travail**, qui reposent sur une association entre les **femmes migrantes** et les travailleuses du *care* : en outre, le contexte du travail domestique s'avère peu réglementé et peu soutenu en termes de droits sociaux et de bénéfices économiques.

Voici quelques **recommandations** majeures qui devraient être prises en compte et utilisées dans les services sociaux visant à **protéger les femmes migrantes** de la xénophobie et du racisme :

- cesser d'aborder l'immigration et les immigrants en termes de travail, de sécurité et d'urgence
- investir davantage dans la lutte contre les stéréotypes, les préjugés et la discrimination à l'égard des immigrés, notamment de certaines communautés et des femmes migrantes
- fournir une assistance juridique plus systématique aux femmes migrantes afin de les aider à sauvegarder leurs droits fondamentaux et à lutter contre la discrimination.

“Du Nigeria à l'Italie et au-delà” https://viw.pixel-online.org/case_view.php?id=MjE=: cette histoire montre comment, après des expériences difficiles, notamment des épisodes de discrimination, cette femme originaire du Nigeria a réussi

à trouver un emploi et à terminer ses études universitaires.

“La réussite passe par des attentes personnelles concrètes” https://viw.pixel-online.org/case_view.php?id=Nzg=: la protagoniste de cette histoire met en lumière les stéréotypes sexistes et culturels auxquels elle a dû faire face en tant que femme, migrante et travailleuse dans les professions de soins.

Références

Corossacz V. R., 2000. *La cultura delle differenze: riflessioni su razzismo e sessismo*, Roma.

(http://dirittiumani.donne.aidos.it/bibl_1_temi/g_indice_per_temi/razzismo/c_razzismo_sessismo.html)

Ces réflexions en ligne abordent la question du racisme et du sexisme, et présentent quelques solutions possibles pour les services à offrir aux femmes migrantes en Italie.

Nosotras

(<https://nosotras.it/antidiscriminazione/progetti-antidiscriminazione-nazionali/>)

Ce site web de l'Association Nosotras à Florence est consacré à l'autonomisation, à la violence sexiste, à la lutte contre la discrimination et aux projets de formation connexes, ainsi qu'aux stratégies pouvant être utilisées pour lutter contre le sexisme et le racisme envers les femmes migrantes.

Portugal

La Constitution de la République Portugaise, dans son titre des droits et devoirs fondamentaux, article 15, stipule que "les étrangers et les apatrides qui se trouvent au Portugal ou qui y résident jouissent des droits et sont soumis aux devoirs des citoyens portugais". L'égalité et la non-discrimination sont encore renforcées par l'article 13, paragraphe 2, qui stipule que "Nul ne peut être privilégié, favorisé, lésé, privé d'un droit ou exempté d'un devoir en raison de son ascendance, de son sexe, de sa race, de sa langue, de son territoire d'origine, de sa religion, de ses convictions politiques ou idéologiques, de son éducation, de sa situation économique, de sa condition sociale ou de son orientation sexuelle". Ce même précepte est également prévu par la loi n° 93/2017, du 23 août, qui établit le régime juridique de prévention, d'interdiction et de lutte contre la discrimination fondée sur l'origine raciale et ethnique, la couleur, la nationalité, l'ascendance et le territoire d'origine.

Mais, malgré la garantie formelle de non-discrimination, il est possible d'observer, à travers quelques histoires de réussite recueillies au Portugal, des problèmes concernant l'égalité de traitement. La prise de conscience qu'il reste du chemin à parcourir dans la lutte contre le racisme et la xénophobie est exprimée dans la résolution du Conseil des ministres no. 101/2021, qui approuve le Plan national de lutte contre le racisme et la discrimination 2021-2025 - Portugal contre le racisme (PNCRD). Selon le document référencé, le PNCRD est structuré sur les quatre principes suivants : a) Déconstruction des stéréotypes ; b) Coordination, gouvernance intégrée et territorialisation ; c) Intervention intégrée dans la lutte contre les inégalités ; d) Intersectionnalité, et prévoit des actions dans 10 domaines d'intervention : (a) Gouvernance, information et connaissance pour une société non discriminatoire ; b) Éducation et culture ; c) Enseignement supérieur ; d) Travail et emploi ; e) Logement ; f) Santé et action sociale ; g) Justice, sécurité et droits ; h) Participation et représentation ; i) Sport ; j) Médias et numérique.

Il convient également de souligner la loi 39/2009, du 30 juillet, qui régit la sécurité et la lutte contre le racisme, la xénophobie et l'intolérance dans les manifestations sportives. La législation portugaise punit les comportements



fondés sur le racisme et l'incitation à la haine. Dans le code pénal, l'article 132, n° 2, paragraphe f) prévoit l'homicide perpétré pour des raisons de "haine raciale, religieuse, politique ou générée par la couleur, l'origine ethnique ou nationale, le sexe, l'orientation sexuelle ou l'identité de genre de la victime". L'article 240 qualifie de crime le comportement de discrimination et d'incitation à la haine en raison de la race, de la couleur, de l'origine ethnique ou nationale, de l'ascendance, de la religion, du sexe, de l'orientation sexuelle ou de l'identité de genre.

Il convient également de souligner le travail de diverses associations qui visent à combattre le racisme et d'autres formes de discrimination (par exemple SOS Racismo) pour leur contribution à la sensibilisation du public à ces questions, à la visibilité des situations de discrimination et à l'expression des personnes victimes de discrimination. Sur ces questions, le travail de différentes associations d'immigrants au Portugal est également pertinent.

Pour illustrer la problématisation des questions de racisme et de xénophobie, nous recommandons l'analyse de l'histoire de réussite "Le pays où j'ai posé mes racines", disponible au lien suivant : https://viw.pixel-online.org/case_view.php?id=NDA=.

Références

Relatório Anual sobre a situação da Igualdade e Não Discriminação Racial e Étnica- 2020

<https://www.cicdr.pt/documents/57891/0/Relat%C3%B3rio+Anual+2020+-+CICDR.pdf/522f2ed5-9ca6-468e-b05d-f71e8711eb12>

Ce rapport présente des données statistiques et administratives recueillies par la CICDR (Commission pour l'égalité et contre la discrimination raciale) et par les entités qui, au Portugal, agissent sur la question de la discrimination ethnique et raciale.

Mostra Internacional de Cinema Anti-Racista

<https://micar.sosracismo.pt/>

Sur la page de l'association SOS Racismo, des bandes-annonces des films du Festival international du film antiraciste sont disponibles, qui illustrent des expériences marquées par le racisme et d'autres discriminations intersectionnelles, ainsi que diverses formes de lutte et de résistance antiracistes. En ce qui concerne la situation au Portugal, nous ne tenons pas compte des bandes-annonces des documentaires : "Olhares sobre o racism" de Bruno Moraes Cabral, Eddie Pipocas et Dércio Tomás Ferreira, et "CHELAS NHA KAU", un documentaire réalisé dans un studio multimédia du projet "Dá-te ao Condado E6G", promu par Associação Aguienso et financé par Programa Escolhas.

Slovénie

En Slovénie, l'hostilité à l'égard des immigrés a augmenté en raison des discours de haine et des politiques anti-immigration promues par le gouvernement depuis 2020, ce qui s'est traduit par un durcissement des lois et des politiques d'immigration (depuis 2015). L'immigration et l'asile sont la prérogative du ministère de l'Intérieur, qui met manifestement l'accent sur les questions de sécurité. La position officielle à l'égard de l'immigration est celle d'une soi-disant gestion de la migration qui, d'une part, met l'accent sur la migration circulaire de la main-d'œuvre (dont l'économie slovène a besoin) et, d'autre part, sur la question de la sécurité et du contrôle des frontières, c'est-à-dire qu'elle traite la migration comme une menace potentielle. Les politiques actuelles du gouvernement de droite reflètent le discours politique de peur et d'urgence anti-immigration.



Parmi les évolutions positives, l'Assemblée nationale de la République de Slovénie a adopté en 2016 une loi sur la protection contre la discrimination (PADA) qui a créé l'Avocat du principe d'égalité, un organisme public indépendant et autonome mandaté pour traiter de la discrimination. La nouvelle loi a renforcé les mécanismes d'application en améliorant l'accès aux procédures, en introduisant le renversement de la charge de la preuve et plusieurs sanctions. Au moins formellement, les lois favorables de la Slovénie couvrent donc la plupart des formes de discrimination raciale, ethnique, religieuse et de nationalité, allant au-delà des minimums prévus par la législation européenne. Il reste à voir comment cela peut affecter les perspectives d'intégration des femmes migrantes.

Le MIPEX perçoit donc les politiques anti-discrimination en Slovénie comme favorables en raison des lois favorables qui couvrent la plupart des formes de discrimination raciale, ethnique, religieuse et de nationalité, allant au-delà des minimums de la législation européenne.

Pour conclure ce chapitre, nous mettons à la disposition des étudiants les histoires de réussite suivantes mettant en scène des femmes migrantes en Slovénie :

“Surmonter les obstacles bureaucratiques, la mauvaise circulation de l'information et les problèmes de soins de santé” accessible sur [Welcome to VIW project \(pixel-online.org\)](http://Welcome%20to%20VIW%20project%20(pixel-online.org)) Cette histoire illustre le problème de l'obtention d'informations correctes et rapides sur diverses questions.

“Réussir à obtenir des opportunités de travail, mais être confronté à une discrimination en matière d'accès aux services de santé” accessible sur: https://viw.pixel-online.org/case_view.php?id=Njc and

“Integration comme project” accessible sur: https://viw.pixel-online.org/case_view.php?id=OA

Références

MIPEX – Migrant Integration Policy Index. 2020. Brussels: Migration Policy Group. Accessible sur: [Slovenia | MIPEX 2020](#)

Le Migrant Integration Policy Index (MIPEX) est un outil unique qui mesure les politiques d'intégration des migrants dans les pays des six continents, y compris tous les États membres de l'UE (y compris le Royaume-Uni), d'autres pays européens (Albanie, Islande, Macédoine du Nord, Moldavie, Norvège, Serbie, Suisse, Russie, Turquie et Ukraine), des pays asiatiques (Arabie saoudite, Chine, Corée du Sud, Émirats arabes unis, Inde, Indonésie, Israël, Japon, Jordanie), des pays d'Amérique du Nord (Canada, Mexique et États-Unis), des pays d'Amérique du Sud (Argentine, Brésil, Chili), l'Afrique du Sud, ainsi que l'Australie et la Nouvelle-Zélande en Océanie. Des indicateurs politiques ont été développés pour créer une image riche et multidimensionnelle des possibilités de participation des migrants à la société. Des indicateurs spécifiques sont disponibles pour la Slovénie concernant l'anti-discrimination.

Zagovornik načela enakosti accessible sur <https://www.zagovornik.si/>

CHAPITRE 5: DIMENSION EUROPÉENNE

	RACISME ET XÉNOPHOBIE	INTERVENTION SOCIO-ÉDUCATIVE	PERSPECTIVES FUTURES
France	Le racisme et la xénophobie d'Etat sont institutionnalisés dans le droit français, et	Les bonnes pratiques ne peuvent être suggérées sans prendre en compte le problème structurel du	Soutenir des groupes de femmes immigrées qui, en participant à la résistance



	récentement renforcé par le projet de loi anti-séparatisme (2021). Sous prétexte de lutter contre le " séparatisme communautaire ", cette loi institue la séparation et la stigmatisation des minorités ethnoculturelles. En novembre 2020, l'État français a dissous le Collectif contre l'Islamophobie (CCIF).	racisme d'Etat.	civique, démocratique et intellectuelle pour s'opposer au racisme d'État, contribuent à créer de nouveaux récits sur la politique "française".
Grèce	En 2020, 107 incidents racistes ont été enregistrés. En outre, la discrimination/violence raciale et sexiste est importante sur le marché du travail.	La stratégie nationale d'intégration 2021 a été introduite, favorisant la protection et la prévention contre toutes les formes de violence, d'abus et d'exploitation.	Développer des mesures de lutte contre les stéréotypes et le racisme et de protection des droits de l'homme.
Italie	Il existe différentes formes de discrimination à l'encontre des femmes migrantes, en fonction de leurs expériences et conditions de migration. Cependant, il existe une tendance à simplifier, généraliser et stéréotyper.	UNAR (c/o le Département pour l'égalité des chances, Présidence du Conseil des ministres) est le Bureau national contre la discrimination raciale, actif depuis 2003 dans le but de promouvoir le droit à l'égalité de traitement de toutes les personnes, quelles que soient leurs origines, et de combattre toutes les formes de discrimination fondées sur la race ou l'origine ethnique, la religion, les convictions personnelles, les handicaps, l'âge, l'orientation sexuelle et/ou l'identité de genre. Par ailleurs, diverses associations et ONG luttent contre le racisme et d'autres formes de discrimination.	Cesser de traiter l'immigration et les migrants en termes de travail, de sécurité et d'urgence ; lutter contre les stéréotypes, les préjugés et la discrimination ; fournir une assistance juridique plus systématique aux femmes migrantes.
Portugal	Dans certains cas, des inégalités subsistent dans le traitement des migrants.	Une loi a été élaborée pour réglementer la sécurité et la lutte contre le racisme, la xénophobie et l'intolérance dans certains espaces comme le sport. De même, il existe des associations dont l'objectif est la lutte contre le racisme et les autres formes de discrimination.	Atténuer les difficultés d'intégration exacerbées par les stéréotypes à l'égard de certaines nationalités ; Fournir un soutien juridique aux signalements de racisme, de xénophobie et de sexisme ; Renforcer la capacité à identifier les situations de racisme, de xénophobie et de sexisme.
Slovénie	On constate une augmentation de l'hostilité envers les migrants, une multiplication des discours haineux et des politiques anti-immigration.	Certaines mesures ont été élaborées, comme la loi sur la protection contre la discrimination (PADA). Officiellement, toutes les lois couvrent la plupart des formes de discrimination raciale.	L'éducation des jeunes sur les comportements discriminatoires, le racisme et la xénophobie doit être améliorée. Des ateliers sur la discrimination, spécialement destinés aux jeunes, peuvent réduire les préjugés.
Espagne	Le racisme et la xénophobie	Développement de plates-formes	Mettre en place une prise en



	son toujours présents dans la société espagnole. Les femmes migrantes subissent une double discrimination : celle d'être une femme et celle d'être une migrante.	pour promouvoir la connaissance et l'analyse de la réalité dans le but de lutter contre le racisme et la xénophobie ; développement du projet de sensibilisation "SOM" ; programme de formation et d'amélioration pour les professionnels et les bénévoles qui travaillent sur le terrain.	charge intersectionnelle et globale ; créer des politiques qui tiennent compte de la réalité des femmes migrantes ; développer un travail de sensibilisation et de citoyenneté ; formation professionnelle.
--	--	--	---

Idées générales

Dans tous les contextes analysés, on observe que les actes racistes et xénophobes continuent d'exister à l'égard de la population migrante, et qu'ils sont même en augmentation dans certains d'entre eux (voir le cas de la Slovénie). Bien que des stratégies soient développées pour combattre cette réalité, il reste encore beaucoup de changements à faire. En observant les futures lignes d'action, on détecte l'importance de développer des actions avec tous les acteurs impliqués. Il est non seulement nécessaire de mettre en œuvre des mesures qui favorisent l'attention des femmes migrantes, mais aussi de développer des actions avec les sociétés d'accueil et avec les professionnels qui travaillent dans ce domaine. Pour cette raison, la nécessité d'éduquer les jeunes ou la formation des professionnels est proposée.



OBJET PEDAGOGIQUE/ACTIVITE PRATIQUE

Activité pratique

Dans le module 8, nous examinons les différentes formes de racisme et de xénophobie dans les sociétés d'accueil, ainsi que les mesures et les réflexions qui peuvent contribuer à les faire disparaître.

Durée : 45 minutes

Objectifs :

- Comprendre et différencier les concepts de racisme, de racisme culturel.
- Introduire la question du genre dans le discours sur la migration.
- Reconnaître les emplois "corrects" des femmes migrantes.
- Éléments à prendre en compte dans la formation des professionnels dans le domaine de la migration.

Afin de renforcer les connaissances, nous proposons les activités suivantes :

Activité 1 : Comprendre les concepts clés

- Expliquez brièvement dans vos propres mots ce que vous avez compris par racisme et racisme culturel.
- En ce qui concerne l'intégration des femmes migrantes sur le marché du travail, pourriez-vous donner des exemples d'emplois "corrects" pour les femmes migrantes aujourd'hui ? Pensez-vous qu'ils sont plus précaires que ceux que les hommes peuvent obtenir ?
- En tenant compte des concepts abordés dans la leçon, pensez-vous que la religion est un facteur important de discrimination à l'égard d'une personne migrante, ou est-il encore plus important d'être une femme ? Argumentez votre proposition en 100 mots.

Activity 2 : Sur la sensibilisation à la citoyenneté et la conscientisation

- Identifiez dans le texte les propositions éducatives centrées sur les femmes migrantes afin de favoriser leur inclusion.
- Selon vous, que peuvent apporter les migrants à la société d'accueil ? Répondez à cette question en 200 mots.

GLOSSAIRE

Termes	Notes	Sources
accès aux soins de santé	Les droits en matière de soins de santé dont bénéficient les ressortissants de pays tiers (migrants, demandeurs de protection internationale et réfugiés) dans les États membres de l'UE et dans leur pays d'origine.	Commission européenne (2018) Asile et migration. Glossaire 6.0 https://ec.europa.eu/home-affairs/system/files_en?file=2020-09/interactive_glossary_6.0_final_version.pdf
acquisition de la nationalité	Tout mode d'acquisition de la nationalité, c'est-à-dire par la naissance ou à tout moment après la naissance, automatique ou non, basé sur l'attribution, la déclaration, l'option ou la demande.	Commission européenne (2018) Asile et migration. Glossaire 6.0 https://ec.europa.eu/home-affairs/system/files_en?file=2020-09/interactive_glossary_6.0_final_version.pdf
Allophobie	Aversion pour l'altérité ou comportement hostile envers les personnes d'une autre culture ou religion.	http://www.encyclopedie.fr/definition/allophobie
altérité	L'altérité est un concept d'origine philosophique signifiant "le caractère de ce qui est autre" et "la reconnaissance de l'autre dans sa différence", la différence étant entendue comme ethnique, sociale, culturelle ou religieuse.	Lalande André, <i>Dictionnaire de philosophie</i> , éd. PUF, Paris, 1993
Approche sensible au genre	Sensible au genre. Aborder et prendre en compte la dimension de genre. Sensibilité à la dimension de genre : capacité à reconnaître, à mettre en évidence et à corriger les différences, les problèmes et les inégalités entre les sexes, et à les intégrer dans les stratégies et les actions ; degré d'intégration de la dimension de genre dans les actions et les politiques, c'est-à-dire prise en compte des normes, des rôles et de l'accès aux ressources des hommes et des femmes dans la mesure où cela est nécessaire pour atteindre les objectifs de développement fixés	Commission européenne, 2004, Glossaire des termes relatifs au genre et au développement, p. 4. Adapté de Christodoulou, Zobnina, 2009, Glossaire des termes relatifs au genre, pp. 13-14, 17.
Assimilationniste	Processus par lequel l'expression culturelle d'un groupe minoritaire est absorbée par la culture dominante du pays d'accueil. Ce processus résulte de mesures publiques et de pratiques sociales qui contribuent à l'effacement plus ou moins subtil des marques de la culture d'origine, en les	Commission européenne (2018) Asile et migration. Glossaire 6.0, p. 34 Organisation internationale pour les migrations (2019). Glossaire sur la migration, p. 12.

	remplaçant par les caractéristiques de la culture dominante impliquant la langue, les traditions, les valeurs et les comportements.	
Autonomisation	<p>(des femmes, e. des femmes migrantes)</p> <p>Il s'agit d'un processus de renforcement de l'estime de soi, de la confiance en soi, de l'autonomie et de l'autodétermination d'une personne, qui se traduit par une plus grande maîtrise de sa propre vie et un meilleur développement personnel, en étant capable de se défendre et de résister à l'adversité. Elle cible les groupes qui, pour diverses raisons, sont en état de vulnérabilité. L'autonomisation des femmes implique la promotion d'une participation accrue aux processus de décision dans tous les aspects de la vie. L'autonomisation des femmes immigrées doit être fondée sur l'amélioration de la confiance en soi, de l'estime de soi et des capacités dans le cadre d'un processus de construction, de coopération et de solidarité. L'autonomisation des femmes repose sur un processus de progression vers l'égalité.</p>	<p>International Labour Organization (2020). Media-friendly glossary on migration: Women migrant workers and ending violence against women (EVAW) edition, p. 22.</p> <p>United Nations Entity for Gender Equality and the Empowerment of Women. Concepts and Definitions. https://www.un.org/womenwatch/osagi/conceptsanddefinitions.htm</p>
carte bleue européenne	L'autorisation portant le terme "carte bleue européenne" autorise son titulaire à résider et à travailler sur le territoire d'un État membre de l'UE en vertu de la directive 2009/50/CE du Conseil (directive "carte bleue").	<p>Commission européenne (2018) Asile et migration. Glossaire 6.0 https://ec.europa.eu/home-affairs/system/files_en?file=2020-09/interactive_glossary_6.0_final_version.pdf</p>
Communauté	La communauté est un groupe de personnes unies par des intérêts similaires et qui ont des intérêts communs. En d'autres termes, ce sont des groupes organisés entre eux en fonction de certains objectifs et qui partagent des valeurs et des croyances communes fondées sur la langue, les coutumes, le patrimoine culturel et historique, la situation géographique et la perspective du monde. Au sein d'une communauté, il est habituel de créer une identité mutuelle qui se distingue des autres groupes. Les	<p>Organisation internationale pour les migrations (2019). Droit international de la migration. Glossaire sur les migrations.</p>

	<p>communautés de migrants sont généralement soutenues par d'autres migrants de la même nationalité, ce qui contribue à la création et au maintien de réseaux informels jouant un rôle dans l'orientation et la préservation de leur propre culture pour les générations futures.</p>	
<p>Compétence culturelle</p>	<p>(dans les études sur la migration et les services sociaux)</p> <p>Les normes définissent la compétence culturelle comme le processus par lequel les individus et les systèmes établissent des relations respectueuses et efficaces avec des personnes de toutes cultures, langues, classes, origines ethniques, religions et autres facteurs de diversité, d'une manière qui reconnaît, affirme et valorise la valeur des individus, des familles et des communautés, et protège et préserve la dignité de chacun. La compétence culturelle peut être développée par l'expérience interculturelle et est liée à la déconstruction et à la prise de conscience de ses propres valeurs et pratiques culturelles.</p>	<p>Ann Marie Garran & Lisa Werkmeister Rozas (2013) Cultural Competence Revisited, <i>Journal of Ethnic and Cultural Diversity in Social Work</i>, 22:2, 97-111, DOI: 10.1080/15313204.2013.78533</p> <p>Lalueza J.L. & Macías-Gómez-Estern, B. (2020): Border crossing. A service-learning approach based on transformative learning and cultural-historical Psychology (Cruzando la frontera. Una aproximación al aprendizaje servicio desde el aprendizaje transformativo y la psicología histórico-cultural), <i>Culture and Education</i>, 32(3), 556-582 https://doi.org/10.1080/11356405.2020.1792755.</p> <p>Macías-Gómez-Estern, B. (2021). Critical Psychology for Community Emancipation: Insights from Socio-educative Praxis in Hybrid Settings. In <i>New Waves in Social Psychology</i> (pp. 25-54). Palgrave Macmillan, Cham.</p>
<p>Diversité des femmes migrantes</p>	<p>(Condition de migrante et de femme)</p> <p>Une approche de l'examen de la diversité des expériences des femmes migrantes et de la manière dont la classe, la race/ethnicité, le travail et d'autres variables s'entrecroisent avec le genre : ces facteurs et d'autres sont tous importants pour comprendre les femmes migrantes dans leur double condition de migrante et de femme comme point de départ de leur diversité.</p>	<p>Adapté de Christodoulou, Zobnina, 2009, <i>Glossary of Gender-related Terms</i>, pp. 31-32.</p>

<p>Double (ou triple) isolement & marginalisation & oppression</p>	<p>(des femmes migrantes)</p> <p>Le genre et l'ethnicité, ainsi que l'occupation dans le travail domestique, privé de reconnaissance sociale, font que les femmes immigrées sont soumises à une triple marginalité : sociale, économique et culturelle. Dans ce domaine, la ségrégation professionnelle occupe une place particulière, à savoir : la concentration des femmes et des hommes dans différents types et niveaux d'activité et d'emploi, les femmes étant confinées dans un éventail de professions plus étroit (ségrégation horizontale) que les hommes, et dans les catégories de travail inférieures (ségrégation verticale).</p>	<p>Campani, 2007, p. 5.</p> <p>European Commission, 2004, <i>Glossary of gender and development terms</i>, p. 4.</p>
<p>double nationalité</p>	<p>La possession simultanée de deux ou plusieurs citoyennetés par la même personne.</p>	<p>Commission européenne (2018) Asile et migration. Glossaire 6.0 https://ec.europa.eu/home-affairs/system/files_en?file=2020-09/interactive_glossary_6.0_final_version.pdf</p>
<p>droit du sang</p>	<p>La détermination de la nationalité d'une personne sur la base de la nationalité de ses parents (ou d'un parent ou d'un parent particulier) au moment de la naissance de la personne visée et au moment de l'acquisition de la nationalité par la personne visée (les deux moments sont différents en cas d'acquisition après la naissance).</p>	<p>Commission européenne (2018) Asile et migration. Glossaire 6.0 https://ec.europa.eu/home-affairs/system/files_en?file=2020-09/interactive_glossary_6.0_final_version.pdf</p>
<p>droit du sol</p>	<p>Principe selon lequel la nationalité d'une personne est déterminée sur la base de son pays de naissance.</p>	<p>Commission européenne (2018) Asile et migration. Glossaire 6.0 https://ec.europa.eu/home-affairs/system/files_en?file=2020-09/interactive_glossary_6.0_final_version.pdf</p>
<p>Droits (humains) des femmes</p>	<p>(syn. droits humains des femmes).</p> <p>Droits qui favorisent une position d'égalité juridique, politique et sociale des femmes avec les hommes, et l'équité de traitement pour les femmes, comme pour les hommes, dans tous les domaines de la société. Les droits des femmes et des filles en tant que partie inaliénable, intégrale et</p>	<p>Adapté de Oxford Reference, 2022 & Lexico, 2022 & Cambridge Dictionary, 2022 & Merriam-Webster, 2022. Adapté de Commission européenne, 2004, <i>Glossary of gender and development terms</i>, p. 4 & Christodoulou, Zobnina, 2009, <i>Glossary of Gender-related Terms</i>, p. 31.</p>

	<p>indivisible des droits humains universels, c'est-à-dire la reconnaissance que les droits des femmes sont des droits humains et que les femmes subissent des injustices uniquement en raison de leur sexe.</p>	
Droits de l'Homme	<p>(perspective des droits de l'homme)</p> <p>Normes internationales convenues qui reconnaissent et protègent la dignité et l'intégrité de chaque individu, sans aucune distinction (Glossaire principal du HCR) ; les droits de l'homme font partie du droit international coutumier et sont stipulés dans divers documents juridiques nationaux, régionaux et internationaux généralement appelés instruments des droits de l'homme [Glossaire du REM, 2018, p. 195]. Ensemble de droits fondamentaux considérés comme appartenant à toutes les personnes, et auxquels tout être humain devrait pouvoir prétendre ; droits civils et politiques : droit à la vie, à la justice, à la liberté, à la liberté d'expression, ou à ne pas être emprisonné illégalement, torturé, exécuté ; droits sociaux, culturels et économiques : droit de participer à la culture, droit à l'alimentation, au travail et à l'éducation.</p>	<p>Adapté de Christodoulou, Zobnina, 2009, Glossary of Gender-related Terms, p. 19 & Oxford Reference, 2022 & Merriam-Webster, 2022 & Cambridge Dictionary, 2022 & Lexico, 2022.</p>
Éducation sensible au genre	<p>Parité dans l'éducation. Il s'agit de pourcentages équivalents d'hommes et de femmes dans un système éducatif (par rapport à la population par groupe d'âge). La parité est essentielle mais pas suffisante pour atteindre l'égalité des sexes. Objectif 4 : éducation de qualité : universaliser l'accès à une éducation de qualité, du niveau préprimaire au niveau tertiaire, avec pour mandat spécifique de corriger les inégalités sociales qui compromettent l'accès aux possibilités d'éducation. Éliminer les disparités entre les sexes à tous les niveaux et veiller à ce que les installations éducatives tiennent compte des besoins des femmes afin de créer des environnements d'apprentissage efficaces. La résolution 70/138 de l'Assemblée générale note que le droit égal des filles à une éducation de qualité est au cœur du programme de développement durable.</p>	<p>UNICEF, 2017, L'égalité des sexes : Glossaire..., p. 6. UNICEF, 2017, Égalité des sexes : Glossaire..., p. 10.</p>

<p>Égalité des sexes</p>	<p>(syn. égalitarisme de genre, égalité des sexes, égalité sexuelle).</p> <p>Le fait de traiter les femmes et les hommes de la même manière : l'égalité des sexes n'implique pas que les femmes et les hommes sont identiques, mais qu'ils ont la même valeur et doivent bénéficier d'un traitement égal. L'état dans lequel l'accès aux droits ou aux opportunités n'est pas affecté par le sexe. Le concept selon lequel les femmes et les hommes, les filles et les garçons bénéficient de conditions, d'un traitement et de chances égaux pour réaliser pleinement leur potentiel, leurs droits humains et leur dignité, et pour contribuer au développement économique, social, culturel et politique et en bénéficier.</p>	<p>Dictionnaire Cambridge, 2022. Oxford Reference, 2022 ; Lexico, 2022. UNICEF, 2017, L'égalité des sexes : Glossaire..., p.</p>
<p>Emancipation</p>	<p>(des femmes, des femmes migrantes)</p> <p>L'action ou le processus d'émancipation, c'est-à-dire le fait d'être libéré de restrictions légales, sociales ou politiques, c'est-à-dire du contrôle ou du pouvoir d'une autre personne ; l'action ou le processus consistant à se libérer de restrictions légales, sociales ou politiques, et à donner à quelqu'un une liberté et des droits sociaux ou politiques (syn. libération ; par exemple, l'émancipation de l'esclavage) ; l'action de se libérer de toute influence contrôlante, comme les mœurs ou les croyances traditionnelles.</p>	<p>Adapté de Oxford Reference, 2022 & Lexico, 2022 & Merriam-Webster, 2022 & Cambridge Dictionary, 2022 Émancipation féminine ou libération des femmes : action ou processus visant à obtenir l'égalité des femmes dans tous les domaines de la société (par exemple, le mouvement de libération des femmes). Adapté du Cambridge Dictionary, 2022</p>
<p>Équité sociale</p>	<p>L'équité sociale a été utilisée avec des significations différentes selon le domaine où ce terme est appliqué (santé, éducation, droit, finance, psychologie, etc.). Elle concerne l'accès, juste et équitable à toutes les ressources et la distribution des moyens. Il s'agit de considérer différentes catégories de ressources, liées non seulement aux biens financiers mais aussi au capital social, à l'environnement social, à la participation, aux réseaux d'aide, aux liens affectifs, aux relations et au bien-être communautaire et personnel.</p>	<p>Melbourne Social Equity Institute webpage. https://socialequity.unimelb.edu.au/stories/what-is-social-equity. Consulté le 3 mars 2022.</p>
<p>État providence (système)</p>	<p>Système politique dans lequel l'État s'engage à protéger le bien-être individuel et collectif de ses citoyens, en particulier ceux qui sont dans le besoin sur le plan</p>	<p>Adapté du Cambridge Dictionary, 2022 & Lexico, 2022 & Giddens, 2009, Sociology, p. 1137 & Oxford Reference, 2022 & Merriam-Webster,</p>

	économique ou social, en fournissant une série de services tels que les soins de santé, le chômage, l'éducation, les pensions et autres prestations sociales ; un État/nation/pays caractérisé par le fonctionnement du système d'État-providence , financé à la fois par la fiscalité et l'assurance nationale.	2022.
Ethnicisation	L'ethnicisation désigne un processus par lequel des personnes sont désignée, à tort ou à raison, à un groupe ethnique en fonction de leur origine, de leur apparence ou de leur mode de vie. Le comportement des personnes est expliqué principalement sur la base d'une ethnicité supposée.	Developpé par Jean-Loup Amselle dans son ouvrage <i>L'Ethnicisation de la France</i> (Éditions Lignes, 2011).
Étranger	Dans le contexte mondial, une personne qui n'est pas un ressortissant (natif ou citoyen) d'un État donné. Dans le contexte de l'UE, une personne qui n'est pas ressortissante d'un État membre de l'UE.	Commission européenne (2018) Asile et migration. Glossaire 6.0 https://ec.europa.eu/home-affairs/system/files_en?file=2020-09/interactive_glossary_6.0_final_version.pdf
Exploitation fondée sur le sexe	Exploitation. Une relation sociale ou institutionnelle dans laquelle une partie profite au détriment de l'autre par un déséquilibre de pouvoir. Le fait de tirer profit de quelque chose ou de quelqu'un, en particulier le fait de tirer un avantage injuste d'une autre personne pour son propre bénéfice (par exemple, l'exploitation sexuelle, le travail ou les services forcés, la mendicité, l'esclavage ou les pratiques analogues à l'esclavage, la servitude, l'exploitation d'activités criminelles, le prélèvement d'organes, etc.	Giddens, 2009, Sociologie, p. 1118. Adapté du glossaire du REM, 2018, p. 151. L'exploitation et les abus sexuels sont une forme de violence fondée sur le genre [PSEA].
Genre	Construction sociale des différents rôles attribués aux hommes et aux femmes, impliquant des aspects économiques, sociaux et culturels. Les rôles de genre sont considérés comme appropriés pour les individus d'un sexe spécifique et ils affectent les interactions sociales entre les hommes et les femmes, ce qui conduit finalement à des inégalités et à une inégalité des chances. Le terme "genre" est souvent confondu avec le "sexe", qui englobe les différences biologiques.	Organisation internationale du travail (2020). Glossaire sur les migrations destiné aux médias : Edition sur les travailleuses migrantes et la fin de la violence contre les femmes (EVAW), p. 8. Bureau de la Conseillère spéciale pour la parité des sexes et la promotion de la femme (OSAGI) Nations Unies, Gender Mainstreaming, définitions et concepts. https://www.un.org/womenwatch/osagi/conceptsanddefinitions.htm

<p>Identité</p>	<p>L'identité traduit l'image que l'on a de soi par rapport aux autres. D'un point de vue ontologique, elle porte l'essence de l'être, qui est variable, surtout si l'on tient compte de facteurs caractéristiques tels que la nationalité, l'ethnie, la race, la religion, l'orientation sexuelle, le sexe et les attitudes. L'identité fait référence aux catégories sociales et aux sources du respect de soi ou de la dignité de l'individu. En ce sens, l'individu n'existe pas isolé de son contexte social. À son tour, la société n'est pas détachée des processus identitaires, ce qui rend le concept fluide et diversifié.</p>	<p>Conseil de l'Europe, Glossary of key terminology https://www.coe.int/en/web/autobiography-intercultural-encounters/glossary Fearon, J. (1999). What is identity (as we now use the word)?, p. 3. https://web.stanford.edu/group/fearon-research/cgi-bin/wordpress/wp-content/uploads/2013/10/What-is-Identity-as-we-now-use-the-word-.pdf</p>
<p>Identité de genre</p>	<p>Expérience interne et individuelle ressentie par chaque personne concernant le genre auquel elle s'identifie, qui peut correspondre ou non au sexe assigné à la naissance. L'identité de genre peut être identique ou différente du sexe avec lequel la personne est née, et peut même ne correspondre à aucun des deux. Les individus peuvent prendre conscience de leur identité de genre à différentes étapes de leur vie et son expression peut être révélée par les vêtements, le comportement et l'apparence personnelle. "L'identité de genre n'est qu'une des nombreuses identités sociales possibles".</p>	<p>Organisation internationale du travail (2020). Glossaire sur les migrations destiné aux médias : Edition sur les travailleuses migrantes et la fin de la violence contre les femmes (EVAW), p. 18. Wood, W., Eagly, A. (2009).</p>
<p>Identité sociale d'une femme migrante</p>	<p>(situation sociale, culturelle, économique et autre)</p> <p>Nous pouvons comprendre la construction de l'identité sociale comme une action qui vise à se définir ou à se caractériser, et souvent en relation avec des sentiments d'attachement à différents groupes d'appartenance (famille, groupe culturel, sexe, etc.). L'action d'identification est souvent réalisée à travers des récits, qui offrent un sens à des trajectoires de vie ayant connu des tournants, comme la migration. L'identité sociale d'une personne se construit également en dialogue avec les catégories sociales. Dans ce sens, l'identité sociale d'une femme migrante intègre des catégories et des</p>	<p>Abrams, D., & Hogg, M. A. (1990). An introduction to the social identity approach. <i>Social identity theory: Constructive and critical advances</i>, 1-9.</p> <p>Benwell, B. (2006). <i>Discourse and identity</i>. Edinburgh University Press. De Fina, A. (2003). Identity in narrative. <i>A study of immigrant discourse</i>, 251.</p> <p>Harré, Rom; Moghaddam, Fathali M. (2015). "Positioning Theory". <i>The International Encyclopedia of Language and Social Interaction</i>: 1–9.</p> <p>Macías-Gómez-Estern, B. & Vasquez,</p>

	schémas sociaux liés à son genre, à la migration et aux circonstances socioculturelles et économiques, tels qu'ils sont reproduits ou résistés dans son propre récit personnel agencif et son positionnement quotidien.	O. (2015): Identity construction in narratives of migration. In Hansen, Jensen & Berliner (Eds.): <i>Conceptual and applied approaches to self in culture in mind</i> . Aalborg University Press. Aalborg.
Immigration	Dans le contexte mondial, le fait d'arriver sur un territoire et d'y rester pendant une période suffisamment longue pour en faire son lieu de résidence principale. Dans le contexte de l'UE, l'action par laquelle une personne établit sa résidence habituelle sur le territoire d'un État membre de l'UE pour une période qui est, ou est censée être, d'au moins 12 mois, après avoir précédemment résidé habituellement dans un autre État membre de l'UE ou dans un pays tiers.	Castles, S. (1998). <i>The age of migration: International population movements in the modern world</i> . Macmillan International Higher Education. REM (Réseau européen des migrations), 2018. Le glossaire 6.0 du REM sur l'Asile et la Migration est un outil de comparaison sur les politiques de migration et d'asile à l'échelle européenne. Consulté le 3 mars 2022. https://ec.europa.eu/employment_social/esf/docs/sf_social_inclusion_en.pdf Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) (2019): glossaire sur la Migration. Consulté le 3 mars 2022.
Inclusion sociale	Définition dans le contexte de l'UE, un cadre pour le développement de stratégies nationales, ainsi que pour la coordination des politiques entre les États membres de l'UE, sur les questions relatives à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.	Développé par le REM (Réseau européen des migrations), site web de la Commission européenne, DG Emploi, Affaires sociales et Inclusion (2018). Le glossaire 6.0 du REM sur l'Asile et la Migration est un outil de comparaison sur les politiques de migration et d'asile à l'échelle européenne. Consulté le 3 mars 2022. https://ec.europa.eu/employment_social/esf/docs/sf_social_inclusion_en.pdf
Inégalité des sexes	Les différences de statut, de pouvoir et de prestige des femmes et des hommes dans les groupes, les collectivités et les sociétés.	Giddens, 2009, <i>Sociology</i> , p. 1119.
Intégration	Selon le Glossaire Asile et Migration 6.0, dans le contexte de l'UE, l'intégration est un processus dynamique et bidirectionnel d'accommodation mutuelle par tous les immigrants et résidents (REM, 2018, p.214). Cependant, certains théoriciens critiques affirment que l'intégration présuppose l'adoption par les groupes	Commission européenne (2018) Asile et migration. Glossaire 6.0

	minoritaires des normes et valeurs sociales de la culture dominante.	
Interculturalité	Elle fait référence à la relation entre les cultures. Les perspectives interculturelles se caractérisent par l'intentionnalité des interactions, de l'apprentissage et de l'échange mutuel entre différentes cultures. Elles prévoient une coexistence effective entre des personnes de cultures différentes et la possibilité d'un partage effectif des connaissances et des manières d'être et de vivre. L'interculturalité dans une perspective de genre cherche à promouvoir l'autonomisation des femmes et des filles en luttant contre les barrières qui maintiennent les inégalités.	UNESCO. La diversité des expressions culturelles. https://en.unesco.org/creativity/interculturality Article 4.8 de la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles
Intersectionnalité	L'intersectionnalité ou l'intersectionnalisme est un concept utilisé en sociologie et en pensée politique, qui fait référence à la situation des personnes qui subissent simultanément plusieurs formes de stratification, de domination ou de discrimination dans une société.	Patricia Hill Collins, <i>L'intersectionnalité en tant que théorie sociale critique : Intersectionality as Critical Social Theory</i> , Duke University Press, 2019.
Islamophobie	L'islamophobie est un terme polysémique, défini étymologiquement comme la peur ou la crainte de l'islam, mais il peut également signifier l'hostilité envers l'islam ou les musulmans, bien qu'il n'y ait pas de consensus aujourd'hui.	Adapté par la Commission nationale consultative des droits de l'Homme (CNCDH) dans son rapport annuel de 2013.
La diversité culturelle	Communauté ou groupe où l'on peut identifier une variété de différences culturelles et sociales. Ces différences reposent sur diverses formes d'expressions basées sur la race, l'ethnie, la nationalité, la religion, le sexe, le genre, la position socio-économique, la langue, les capacités physiques et psychologiques, les croyances, les valeurs et les traditions.	Organisation internationale pour les migrations (2019). Glossaire sur la migration, p. 41.
La femme migrante, sujet actif	(<i>agente de son expérience migratoire</i>) Le fait de considérer la condition des femmes migrantes comme des participantes actives aux migrations. Cette évolution de la perception et de la reconnaissance des rôles participe d'un intérêt spécifiquement porté aux femmes migrantes de la part des chercheurs·ses et	Adapté de Morokvasic, 1984, pp. 895, 899 & Kofman, 1999, pp. 270, 273-274, 286.

	<p>des décideurs politiques, ainsi qu'à une prise de conscience croissante du biais masculin dans la recherche sur les migrations : les récits qui en résultent contribuent à redresser le déséquilibre et à dépeindre des femmes migrantes actives qui déploient des stratégies individuelles et participent aux décisions de leur foyer. Cette approche a été étayée par l'observation de femmes individuelles qui gèrent leur propre projet de migration en tant que sujets actifs.</p>	
<p>La femme migrante, une victime passive</p>	<p>Le rôle de l'<i>agency</i> est particulièrement vital pour une approche de genre de la migration, étant donné qu'il est souvent supposé que les femmes "suivent" les hommes, et que leur rôle dans la migration est réactif plutôt que proactif, la migration étant traitée comme un phénomène impliquant les hommes comme seuls acteurs actifs. Rétrospectivement, certains travaux de recherche semblent être obsédés par l'économie et la classe sociale à l'exclusion d'autres facteurs, tandis que d'autres ont prêté attention aux questions de genre [adapté de Kofman, Phizacklea, Raghuram, Sales, 2001, p. 23]. Une telle vision stéréotypée renforce l'idée que les femmes migrantes sont des agents passifs, c'est-à-dire des "suiveuses" et des "dépendantes", dont l'emploi (lorsqu'il existe) devient également une considération secondaire.</p>	<p>Adapté de Morokvasic, 1984, p. 897 & Kofman, 1999, p. 273.</p>
<p>Le bien-être social</p>	<p>(s. bien-être)</p> <p>Le bien-être d'une communauté ou d'une société dans son ensemble, qui se reflète dans le bien-être de ses membres individuels, en particulier en matière de santé et d'économie [adapté de Lexico, 2022 & Oxford Reference, 2022].</p> <p>Protection sociale ou S. protection.</p> <p>Ensemble des services, politiques et programmes publics (État/gouvernement) ou privés organisés visant à prévenir, réduire et éliminer les vulnérabilités économiques et sociales à la pauvreté et aux privations des groupes défavorisés (pauvres, malades, personnes âgées, etc.).</p>	<p>Adapté de OIM, 2019, Glossaire sur la migration, p. 197 & Merriam-Webster, 2022 & Cambridge Dictionary, 2022.</p>

<p>Migration</p>	<p>Le concept de migration est défini dans un sens large. Il correspond à un processus de déplacement qui couvre tout type de mouvement de personnes, de groupes ou d'individus d'un endroit à un autre à la recherche de meilleures conditions et de meilleurs niveaux de vie. Le mouvement des personnes comprend la migration internationale (transfrontalière vers un autre État) et la migration interne (mouvement à l'intérieur du pays). Le processus de migration est toujours considéré sur une année, indépendamment de sa durée, de sa composition ou de ses causes. Il comprend la migration des réfugiés, des personnes déplacées, des personnes déracinées, des migrants environnementaux, des migrants économiques et des personnes se déplaçant pour d'autres raisons, par exemple, des persécutions politiques, des conflits, le regroupement familial.</p>	<p>Commission européenne (2018) Asile et migration. Glossaire 6.0, p. 255</p> <p>Organisation internationale du travail (2020). Glossaire sur les migrations destiné aux médias : Edition sur les travailleuses migrantes et la fin de la violence contre les femmes (EVAW)</p> <p>Organisation internationale pour les migrations (2019). Droit international de la migration. Glossaire sur les migrations. P. 132</p>
<p>Multiculturalisme</p>	<p>Un modèle qui propose une société basée sur le principe que chacun a une communauté, chaque communauté une culture, et chaque culture son propre espace et ses limites inviolables. Il repose sur une politique qui souscrit au principe de la diversité culturelle et soutient le droit des différentes cultures et des différents groupes ethniques à conserver des identités culturelles distinctes en leur assurant un accès équitable à la société, en adoptant les principes constitutionnels et les valeurs généralement partagées qui prévalent dans la société. Elle met l'accent sur les différences culturelles et les différentes cultures qui existent les unes autour des autres sans nécessairement beaucoup de contact ou d'interaction participative.</p>	<p>Commission européenne (2018) Asile et migration. Glossaire 6.0, p. 265</p>
<p>nationalité</p>	<p>Le lien juridique particulier entre un individu et son État, acquis par la naissance ou la naturalisation, que ce soit par déclaration, choix, mariage ou autre selon la législation nationale.</p>	<p>Commission européenne (2018) Asile et migration. Glossaire 6.0 https://ec.europa.eu/home-affairs/system/files_en?file=2020-09/interactive_glossary_6.0_final_version.pdf</p>

Naturalisation	Tout mode d'acquisition après la naissance d'une nationalité non détenue précédemment par la personne visée qui nécessite une demande de cette personne ou de son représentant légal ainsi qu'un acte d'octroi de la nationalité par une autorité publique.	Commission européenne (2018) Asile et migration. Glossaire 6.0 https://ec.europa.eu/home-affairs/system/files_en?file=2020-09/interactive_glossary_6.0_final_version.pdf
Opportunités sociales	Généralement utilisé pour faire référence à l'idée que les gens ont des possibilités objectives de développement différentes en fonction de l'environnement dans lequel ils grandissent et participent. Il s'agit de l'accès différentiel à une éducation de qualité, aux soins de santé, à la promotion sociale, au soutien financier, au capital social, aux loisirs, etc. Les possibilités sociales peuvent être difficiles à mesurer car elles sont liées à des désirs et à des besoins définis de manière subjective.	Elster, J. (2019). <i>Tuercas y tornillos Una introducción a los conceptos básicos de las ciencias sociales</i> . Santa Fe, Asociación Civil Mirame Bien, 2019.
Oppression	L'oppression sociale est une oppression qui s'exerce par des moyens sociaux et qui a une portée sociale - elle affecte des catégories entières de personnes. Elle se produit lorsqu'un groupe détient un pouvoir sur un autre dans la société en contrôlant les institutions sociales, les lois, les coutumes et les normes de la société.	https://www.crrf-fcrr.ca/fr/bibliotheque/glossaire-fr-fr-1/item/27171-oppression-sociale
permis de séjour	Toute autorisation délivrée par les autorités d'un État membre de l'UE permettant à un ressortissant de pays tiers de séjourner légalement sur son territoire, conformément aux dispositions du règlement (UE) n° 265/2010 (règlement relatif au visa de long séjour).	Commission européenne (2018) Asile et migration. Glossaire 6.0 https://ec.europa.eu/home-affairs/system/files_en?file=2020-09/interactive_glossary_6.0_final_version.pdf
permis de travail / autorisation de travail	Dans le contexte mondial, un document légal délivré par une autorité compétente d'un État donnant l'autorisation d'employer des travailleurs migrants dans le pays d'accueil pendant la période de validité du permis. Dans le contexte de l'UE, un document juridique délivré par une autorité compétente d'un État membre de l'UE indiquant le droit d'un ressortissant de pays tiers à travailler sur son territoire pendant la période de validité du permis.	Commission européenne (2018) Asile et migration. Glossaire 6.0 https://ec.europa.eu/home-affairs/system/files_en?file=2020-09/interactive_glossary_6.0_final_version.pdf
permis unique	Titre de séjour délivré par les autorités	Commission européenne (2018) Asile

	d'un État membre de l'UE à l'issue d'une procédure de demande unique, permettant à un ressortissant de pays tiers de résider légalement sur son territoire à des fins de travail.	et migration. Glossaire 6.0 https://ec.europa.eu/home-affairs/system/files_en?file=2020-09/interactive_glossary_6.0_final_version.pdf
personne faisant l'objet d'un transfert temporaire intragroupe	Un ressortissant de pays tiers faisant l'objet d'un détachement temporaire d'une entreprise établie en dehors du territoire d'un État membre de l'UE et à laquelle le ressortissant de pays tiers est lié par un contrat de travail à une entité appartenant à l'entreprise ou au même groupe d'entreprises qui est établie sur ce territoire.	Commission européenne (2018) Asile et migration. Glossaire 6.0 https://ec.europa.eu/home-affairs/system/files_en?file=2020-09/interactive_glossary_6.0_final_version.pdf
Perspective de genre	<i>(dans les études sur les migrations)</i> La perspective de genre reconnaît que les différences d'expériences de vie basées sur le genre entraînent souvent des inégalités sociales, économiques, politiques et autres pour les femmes et les filles : appliquée à l'élaboration de politiques et à la prestation de services, la perspective de genre peut contribuer à promouvoir un changement positif dans leur vie. Elle implique en outre une sensibilisation au genre qui reconnaît la pertinence du genre dans ses multiples dimensions sociales et englobe, à la fois comme concept et comme action, "la connaissance et la compréhension des différences dans les rôles et les relations entre les femmes et les hommes, notamment sur le lieu de travail". En termes de recherche et d'analyse, la perspective de genre implique une sensibilisation accrue au parti pris masculin dans la recherche sur la migration et la reconnaissance des femmes migrantes en tant que participantes actives.	Adapté de Christodoulou, Zobnina, 2009, Glossary of Gender-related Terms, p. 19. (Dictionnaire Cambridge, 2022) Adapté de Lapov, Campani, 2017, p. 91-92. Adapté de Morokvasic, 1984, p. 899
perte de la nationalité	Tout mode de perte de la qualité de citoyen d'un pays, volontairement ou involontairement, automatiquement ou par un acte des autorités publiques.	Commission européenne (2018) Asile et migration. Glossaire 6.0 https://ec.europa.eu/home-affairs/system/files_en?file=2020-09/interactive_glossary_6.0_final_version.pdf
Politiques d'inclusion sociale	Elles consistent à concevoir des instruments de politique publique qui garantissent le plein exercice des droits de	Commission européenne (2018) Asile et migration. Glossaire 6.0

	<p>citoyenneté dans tous les domaines de la vie. Les stratégies d'inclusion visent à assurer la pleine participation civique de tous les groupes (y compris les minorités). Les politiques d'inclusion sociale concrétisent les droits garantis par la Constitution aux niveaux politique, économique et social. Dans le domaine de la migration, des politiques d'inclusion sociale sont conçues dans des domaines tels que la santé, la sécurité sociale, le travail, les mouvements associatifs et autres. Ces pratiques participent à la cohésion sociale et à la vitalité de la société civile, contribuant à une plus grande expression de la diversité culturelle.</p>	
<p>Politiques sensibles au genre</p>	<p>(syn. politiques sensibles au genre, politiques de genre). Politiques qui sont conscientes des différences entre les sexes et qui en tiennent compte. Politiques sensibles à la dimension de genre : politiques reconnaissant que les femmes (ainsi que les hommes) sont des acteurs du développement et qu'elles sont souvent soumises à des contraintes différentes de celles des hommes, ce qui signifie que leurs besoins, intérêts et priorités peuvent différer et parfois entrer en conflit. Planification de l'égalité des sexes : une approche de la planification se référant au processus de planification des programmes et politiques de développement qui sont sensibles à la dimension de genre, ce qui signifie reconnaître et prendre en compte l'impact des différents rôles que les femmes et les hommes jouent dans la société, et le fait qu'ils ont souvent des besoins différents dans la communauté ou le secteur cible.</p>	<p>Adapté de l'UNICEF, 2017, Égalité des sexes : Glossaire..., p. 5. Adapté de Christodoulou, Zobnina, 2009, Glossaire des termes liés au genre, p. 14-15. Adapté de Christodoulou, Zobnina, 2009, Glossary of Gender-related Terms, p. 14 & UNICEF, 2017, Gender Equality : Glossaire..., p. 5.</p>
<p>Pratiques d'inclusion sociale</p>	<p>Les pratiques d'inclusion sociale font référence aux actions, dynamiques et stratégies visant à promouvoir le processus d'amélioration de la capacité, de l'opportunité et de la dignité des personnes défavorisées sur la base de leur identité, afin qu'elles participent à la société.</p>	<p>Organisation internationale pour les migrations (2019). Glossaire sur la migration.</p>

<p>Préjudice</p>	<p>Le maintien d'idées préconçues sur un individu ou un groupe, idées qui résistent au changement même face à de nouvelles informations. Les préjugés peuvent être positifs ou négatifs. Le plus souvent, un préjugé est constitué d'attitudes défavorables ou discriminatoires à l'égard de personnes de catégories différentes : les préjugés raciaux, sexuels et autres peuvent exister au niveau des relations personnelles et du comportement individuel, mais aussi être institutionnalisés sous forme de politique juridique ou administrative.</p>	<p>Giddens, 2009, Sociologie, p. 1128. Adapté de Christodoulou, Zobnina, 2009, Glossary of Gender-related Terms, p. 22.</p>
<p>Préjugés sexistes</p>	<p>(syn. préjugé de genre, parti pris de genre)</p> <p>Les différences de rôles entre les sexes reflètent des partis pris ou des préjugés, c'est-à-dire une attitude négative à l'égard d'autrui fondée sur des stéréotypes sociaux concernant les femmes et les hommes, et sur un préjugé concernant ces personnes sans connaissance ou expérience préalable. Un préjugé sexiste, c'est-à-dire une différence injuste dans la façon dont les femmes et les hommes sont traités (comportement sexiste), aboutit facilement à favoriser un sexe par rapport à l'autre, généralement les hommes et les garçons par rapport aux femmes et aux filles.</p>	<p>Adapté d'Encyclopedia.com, 2019.</p> <p>Adapté de Cambridge Dictionary, 2022 & UNICEF, 2017, Gender Equality : Glossaire..., p. 3.</p>
<p>Prestations de protection sociale</p>	<p>Transferts, en espèces ou en nature, effectués par les régimes de protection sociale aux ménages et aux individus pour les soulager de la charge d'un ou plusieurs des risques définis dans le système d'information mutuelle sur la protection sociale de la Commission européenne.</p>	<p>Commission européenne (2018) Asile et migration. Glossaire 6.0 https://ec.europa.eu/home-affairs/system/files_en?file=2020-09/interactive_glossary_6.0_final_version.pdf</p>
<p>Processus d'intégration</p>	<p>Méthode, systèmes ou séquences d'actions qui facilitent ou permettent l'intégration d'éléments d'un groupe minoritaire dans le groupe dominant. Ces processus sont complexes et multidimensionnels, et impliquent la prise en compte des droits et obligations des migrants et des sociétés des pays de transit ou de destination. L'intégration nécessite l'accès à différents</p>	<p>Organisation internationale pour les migrations (2019). Droit international de la migration. Glossaire sur les migrations.</p>

	<p>types de services, au marché du travail, ainsi que l'identification et le respect d'un ensemble de valeurs fondamentales qui lient les migrants et les communautés d'accueil dans un but commun.</p>	
<p>Protection des droits (de l'homme)</p>	<p><i>Approche fondée sur les droits de l'homme (HRBA).</i></p> <p>L'approche fondée sur les droits de l'homme est un cadre conceptuel pour le processus de développement humain qui repose sur les normes internationales en matière de droits de l'homme et qui vise à promouvoir et à protéger les droits de l'homme : cette approche implique de prêter consciemment et systématiquement attention aux droits de l'homme dans tous les aspects du développement. L'objectif de l'approche fondée sur les droits de l'homme est de donner aux personnes (titulaires de droits) les moyens de réaliser leurs droits et de renforcer l'État (détenteurs de devoirs) pour qu'il se conforme à ses obligations et devoirs en matière de droits de l'homme. Les obligations des États en matière de droits de l'homme les obligent à respecter, protéger et réaliser les droits des femmes et des filles, ainsi que les droits des hommes et des garçons.</p>	<p>Adapté de l'UNICEF, 2017, Égalité des sexes : Glossaire..., p. 9.</p>
<p>Race</p>	<p>Il existe aujourd'hui un large consensus scientifique sur l'inexistence de la race au sens biologique du terme. Le terme "race" est utilisé dans le langage courant dans un sens plus large, faisant référence aux ethnies et aux groupes sociaux ayant une lignée commune. Le concept d'ethnicité a été largement défini par l'anthropologie, faisant également référence à des traits attribués par l'exogroupe et/ou l'intragroupe, mais toujours liés à l'histoire culturelle et aux relations d'altérité, plutôt qu'à des différences physiques statiques entre les groupes.</p>	<p>American Association of Physical Anthropologists (2019). «AAPA Statement on Race and Racism». American Association of Physical Anthropologists. Consulted on march the 3rd 2022.</p> <p>REM (Réseau européen des migrations), 2018. Le glossaire 6.0 du REM sur l'Asile et la Migration est un outil de comparaison sur les politiques de migration et d'asile à l'échelle européenne. Consulté le 3 mars 2022.</p> <p>Barth, F. (1970). <i>Ethnic Groups and</i></p>

		<p><i>Boundaries: The Social Organisation of Culture Difference</i>. London: George Allen & Unwin.</p> <p>Comité pour l'élimination de la discrimination raciale. Recommandation générale sur l'article 1 de la Convention (1999), annexe 5 du rapport du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale, document des Nations Unies A/54/18, paragraphe 1.</p> <p>Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), Guide et directives concernant les procédures et critères à appliquer pour déterminer le statut de réfugié (2011), document HCR/1P/4/Fre/Rev.3</p>
Racialisation/racialisation	<p>Le concept de racialisation fait référence au processus de catégorisation et de production de hiérarchies raciales au sein d'une société donnée. Ce processus consiste en la radicalisation des différences perçues entre des individus ou des groupes hiérarchisés sur la base de critères biologiques, dans le but de dominer, d'exploiter ou d'exclure les groupes infériorisés et otherisés au sein de cette relation de pouvoir</p>	<p>Suzie Telep, "Racialisation", <i>Langage et société</i>, 2021/HS1, pp. 289 à 292.</p>
Racisme	<p>Racisme, également appelé racialisme, croyance selon laquelle les humains peuvent être divisés en entités biologiques distinctes et exclusives appelées "races" ; qu'il existe un lien de causalité entre les traits physiques hérités et les traits de personnalité, l'intellect, la moralité et d'autres caractéristiques culturelles et comportementales ; et que certaines races sont supérieures aux autres de manière innée.</p>	<p>https://www.britannica.com/topic/racism</p>
Racisme	<p>Toute théorie, doctrine, idéologie ou groupe d'idées qui soutient la supériorité d'un groupe de personnes sur les autres, sur la base de leurs caractéristiques culturelles, ethniques ou physiques.</p>	<p>REM (Réseau européen des migrations), 2018. Le glossaire 6.0 du REM sur l'Asile et la Migration est un outil de comparaison sur les politiques de migration et d'asile à l'échelle européenne. Consulté le 3 mars 2022.</p> <p>Organisation Internationale pour les</p>

		<p>Migrations (OIM) (2019): glossaire de l'OIM sur la Migration. Consulté le 3 mars 2022.</p> <p>Convention interaméricaine contre le racisme, la discrimination raciale et les formes connexes d'intolérance (adoptée le 5 juin 2013 et entrée en vigueur le 11 novembre 2017), art. 1, paragraphe 4.</p>
Racisme d'Etat	<p>Le racisme d'État, également conceptualisé comme "racisme institutionnel", est une ségrégation raciste historiquement institutionnalisée. Le terme "race" renvoie alors à sa dimension ethnique. À l'époque contemporaine, en Occident, les défenseurs de ce concept discuté ou critiqué l'entendent dans le sens d'une discrimination systémique impliquant l'État. Le terme "race" fait référence à une construction sociale.</p>	<p>Saïd Bouamama, <i>Des classes dangereuses à l'ennemi intérieur</i>, Syllepse Eds, 2021.</p>
Racisme institutionnel	<p>Le concept de "racisme institutionnel" est utilisé pour nommer un phénomène caractérisé par le fait que, malgré une législation promouvant l'égalité entre les citoyens, les personnes issues de minorités sont souvent désavantagées. En nommant le phénomène, on peut tenter d'identifier les mécanismes et éventuellement combattre les sources d'inégalité. "Le racisme institutionnel : de l'invention politique à la recherche d'outils",</p>	<p>"Le racisme institutionnel : de l'invention politique à la recherche d'outils", Audrey Osler, Hugh Starkey, Migrations Société, 2010/5 N° 131 pages 133 à 152 DOI 10.3917/migra.131.0133</p>
regroupement familial; réunification familiale (FR)	<p>L'établissement d'une relation familiale qui est soit : a) l'entrée et le séjour dans un État membre de l'Union européenne, conformément à la directive 2003/86/CE du Conseil (directive sur le regroupement familial), des membres de la famille d'un ressortissant d'un pays tiers résidant légalement dans cet État membre de l'Union européenne (le "regroupant") afin de prendre b) entre un citoyen de l'Union et un ressortissant d'un pays tiers établi hors de l'Union européenne qui entre ensuite dans l'Union européenne.</p>	<p>Commission européenne (2018) Asile et migration. Glossaire 6.0 https://ec.europa.eu/home-affairs/system/files_en?file=2020-09/interactive_glossary_6.0_final_version.pdf</p>
Regularisation	<p>Dans le contexte de l'Union européenne, la procédure d'État par laquelle les illégalement des ressortissants de pays</p>	<p>Commission européenne (2018) Asile et migration. Glossaire 6.0 https://ec.europa.eu/home-</p>

	tiers se voient accorder un statut juridique.	https://ec.europa.eu/home-affairs/system/files_en?file=2020-09/interactive_glossary_6.0_final_version.pdf , p.315
résident de longue durée	Un ressortissant de pays tiers qui a le statut de résident de longue durée tel que prévu par les art. 4 à 7 de la directive 2003/109/CE du Conseil (directive sur les résidents de longue durée) ou comme prévu par la législation nationale.	Commission européenne (2018) Asile et migration. Glossaire 6.0 https://ec.europa.eu/home-affairs/system/files_en?file=2020-09/interactive_glossary_6.0_final_version.pdf
ressortissant d'un pays tiers	Toute personne qui n'est pas un citoyen de l'Union européenne au sens de l'art. 20(1) du TFUE et qui n'est pas une personne bénéficiant du droit de libre circulation de l'Union européenne, tel que défini à l'art. 2(5) du règlement (UE) 2016/399 (code frontières Schengen).	Commission européenne (2018) Asile et migration. Glossaire 6.0 https://ec.europa.eu/home-affairs/system/files_en?file=2020-09/interactive_glossary_6.0_final_version.pdf
Ségrégation	L'acte par lequel une personne ou un groupe est séparé des autres sur la base de la race, de la couleur, de la langue, de la religion, de la nationalité ou de l'origine ethnique.	Berry, J. W. (2007). Acculturation strategies and adaptation. In J. E. Lansford, K. Deater-Deckard, & M. H. Bornstein (Eds.), <i>Immigrant families in contemporary society</i> (pp. 69–82). Guilford Press. REM (Réseau européen des migrations), 2018. Le glossaire 6.0 du REM sur l'Asile et la Migration est un outil de comparaison sur les politiques de migration et d'asile à l'échelle européenne. Consulté le 3 mars 2022. Commission européenne contre le racisme et l'intolérance (ECRI) : Recommandation de politique générale n° 7 : Législation nationale pour lutter contre le racisme et la discrimination raciale.
Sentiment d'appartenance	Expérience subjective qui découle des interactions sociales, au niveau individuel et public, et qui provoque un sentiment d'appartenance au pays d'accueil. Ce sentiment dépend d'un ensemble de variables, à savoir la maîtrise de la langue, l'implication dans les communautés locales, la réponse des services sociaux et le niveau de satisfaction de la vie. Le sentiment d'appartenance est influencé par la dynamique entre la culture du pays d'origine et la culture du pays d'accueil.	Adapted Lähdesmäki, T., Mäkinen, K., Čeginskas, V. L. A., & Kaasik-Krogerus, S. (2021). Politics of Belonging: Concepts and Method. In <i>Europe from Below: Notions of Europe and the European among Participants in EU Cultural Initiatives</i> (pp. 25–44). Brill. http://www.jstor.org/stable/10.1163/j.ctv1sr6j1b.7 Organisation internationale du travail (2020). Glossaire sur les migrations destiné aux médias : Edition sur les

		travailleuses migrantes et la fin de la violence contre les femmes (EVAW), p. 4.
Services d'inclusion sociale	Actions et attitudes développées dans le but de déconstruire les stéréotypes et les préjugés afin d'avoir un impact sur la réduction de la discrimination tout en favorisant des conditions effectives de participation à la société. Les services d'inclusion sociale informent et promeuvent les opportunités d'accès au marché du travail, en clarifiant les droits et les devoirs des migrants, en transmettant et en suivant le processus de régularisation dans le pays d'accueil, en indiquant les solutions liées à la santé, à l'éducation ou au soutien juridique.	Organisation internationale pour les migrations (2019). Glossaire sur la migration. Organisation internationale du travail (2020). Glossaire sur les migrations destiné aux médias : Edition sur les travailleuses migrantes et la fin de la violence contre les femmes (EVAW)
Sexisme	Le sexisme est une discrimination fondée sur le sexe d'une personne, ou par extension, sur son genre. Le sexisme est lié aux préjugés et au concept de stéréotypes et de rôles de genre, qui peut inclure la croyance qu'un sexe ou un genre est intrinsèquement supérieur à l'autre. Dans sa forme extrême, il peut encourager le harcèlement sexuel, le viol ou d'autres formes de violence sexuelle. Le sexisme désigne également la discrimination fondée sur le sexe sous la forme d'une inégalité entre les sexes. Les cibles du sexisme sont principalement les femmes.	Dictionnaire Larousse
Social exclusion	In the EU context, a situation whereby a person is prevented (or excluded) from contributing to and benefiting from economic, communitarian and social progress.	Développé par le REM (Réseau européen des migrations), site web de la Commission européenne, DG Emploi, Affaires sociales et Inclusion (2018). Le glossaire 6.0 du REM sur l'Asile et la Migration est un outil de comparaison sur les politiques de migration et d'asile à l'échelle européenne. Consulté le 3 mars 2022. https://ec.europa.eu/employment_social/esf/docs/sf_social_inclusion_en.pdf
Stéréotype fondé sur le sexe (stéréotype de genre) Stéréotype de genre	(syn. stéréotype de rôle de genre, stéréotype sexuel). Généralisation des différences fondées sur	Adapté de Oxford Reference, 2022 & UNICEF, 2017, Gender Equality : Glossaire..., p. 5 & Encyclopedia.com, 2019.

	<p>le sexe, selon laquelle certaines attitudes, émotions et comportements sont typiques de ce que signifie être une femme ou un homme, c'est-à-dire l'hypothèse selon laquelle certains rôles sociaux, comportements et professions devraient être réservés aux membres d'un seul sexe. Les stéréotypes de genre peuvent être négatifs (par exemple, les femmes sont de mauvaises conductrices ; les hommes ne savent pas changer les couches) ou positifs (par exemple, les femmes sont de meilleures soignantes ; les hommes sont plus forts) : les stéréotypes masculins sont généralement plus positifs que les stéréotypes féminins, car les hommes sont considérés comme plus indépendants et plus résistants physiquement ; les stéréotypes féminins négatifs sont généralement véhiculés par les hommes et les femmes d'une société en raison du manque de respect et de confiance en soi que les préjugés sociaux confèrent aux femmes. Les stéréotypes sexistes deviennent nuisibles lorsqu'ils limitent la capacité d'une personne à faire ses choix de vie, tels que sa formation, son parcours professionnel ou ses aptitudes personnelles (voir aussi, par exemple, les directeurs généraux et les pompiers devraient être des hommes ; les infirmières, les enseignants, les employés de bureau et les préposés au classement devraient être des femmes).</p>	
<p>Stéréotype(s) (social)</p>	<p>Une image mentale ou une caractérisation préconçue, standardisée, fixe et inflexible utilisée pour décrire un individu ou un groupe de personnes, ou mieux la classe, le type ou la communauté auxquels ils appartiennent : un stéréotype implique une opinion trop simpliste, une attitude pleine de préjugés ou un jugement non critique qui peut conduire à traiter les gens d'une manière particulière (par exemple, les stéréotypes sexuels et raciaux ; le stéréotype de la femme en tant que soignante). Attribué à un groupe ethnique/national, culturel ou racial spécifique, un tel ensemble généralisé de traits et de caractéristiques donne lieu à de</p>	<p>Adapté de Merriam-Webster, 2022 & Cambridge Dictionary, 2022 & Lexico, 2022 & Oxford Reference, 2022 & Giddens, 2009, Sociology, p. 1134 & Commission européenne, 2004, Glossary of gender and development terms, p. 5.</p> <p>Adapté de Christodoulou, Zobnina, 2009, Glossary of Gender-related Terms, p. 28.</p>

	fausses attentes selon lesquelles les membres individuels du groupe s'y conformeront.	
travailleur saisonnier	Un ressortissant de pays tiers qui conserve sa résidence principale dans un pays tiers et séjourne légalement et temporairement sur le territoire d'un État membre de l'UE pour y exercer une activité dépendant du passage des saisons, dans le cadre d'un ou plusieurs contrats de travail à durée déterminée conclus directement entre ce ressortissant de pays tiers et l'employeur établi dans cet État membre de l'UE.	Commission européenne (2018) Asile et migration. Glossaire 6.0 https://ec.europa.eu/home-affairs/system/files_en?file=2020-09/interactive_glossary_6.0_final_version.pdf
Violence sexiste	<i>VBG (syn. violence spécifique au genre, violence de genre, préjudice spécifique au genre).</i> Terme générique désignant tout acte préjudiciable perpétré contre la volonté d'une personne et fondé sur des différences de genre socialement attribuées. La nature et l'étendue des types spécifiques de violence liée au sexe varient selon les cultures, les pays et les régions ; ces actes peuvent se produire en public ou en privé. Il s'agit par exemple d'actes qui infligent un préjudice ou une souffrance physique, sexuelle ou mentale, de menaces de tels actes, de coercition et de privation de ressources, d'opportunités ou de services, de mariages forcés ou précoces et d'autres privations de liberté, de violences sexuelles, y compris l'exploitation/les abus sexuels, la traite des êtres humains et la prostitution forcée, de violences domestiques, de pratiques traditionnelles néfastes telles que les mutilations génitales féminines, les crimes d'honneur et l'héritage des veuves. La violence fondée sur le genre est souvent utilisée dans le même contexte que la violence à l'égard des femmes et des filles (<i>Violence contre les femmes, VaW</i>), mais il convient de noter que la violence fondée sur le genre peut toucher n'importe qui.	Adapté de OIM, 2019, Glossaire sur la migration, p. 81 & UNICEF, 2017, Égalité des sexes : Glossaire..., p. 2.
Xenophobie	Les attitudes, les préjugés et les comportements qui rejettent, excluent et souvent vilipendent les personnes, sur la base de la perception	Commission européenne (2018) Asile et migration. Glossaire 6.0 https://ec.europa.eu/home-affairs/system/files_en?file=2020-09/interactive_glossary_6.0_final_version.pdf



**VOICES OF
IMMIGRANT
WOMEN**

Project Number: 2020-1-ES01-KA203-082364

qu'elles sont étrangères à la communauté,
à la société ou à l'identité nationale,
la société ou l'identité nationale.

[09/interactive_glossary_6.0_final_verseion.pdf](#), p.407



Co-funded by the
Erasmus+ Programme
of the European Union

The European Commission support for the production of this publication does not constitute an endorsement of the contents which reflects the views only of the authors, and the Commission cannot be held responsible for any use which may be made of the information contained therein.